



X. PRISON

## DE MÉLENCHON À BESANCENOT

# Ça bouge à gauche!



### ENTRETIEN

Mélenchon s'explique

### PRUD'HOMALES

Élections  
sous haute tension

### SANTÉ

Avant la journée  
mondiale sur le sida

### CLIMAT

Omerta  
sur le méthane

### RUSSIE

Le procès Politovskaïa

### CINÉMA

« Hunger »,  
de Steve McQueen

### ESSAIS

Les chroniques  
d'Orwell 1943-1947

### RÉSISTANCES

Craquements  
en chaîne chez Vélib'



# Sommaire

## DOSSIER

**POLITIQUE.** Ça bouge à gauche. Page 4

**ENTRETIEN** avec Jean-Luc Mélenchon : « Nous voulons être une force gouvernementale et unitaire ». Pages 5 à 7

**TRIBUNE.** « L'écologie doit rester fidèle aux valeurs de gauche ».

Page 8.

**NPA.** Décollage imminent. Page 9

**ENTRETIEN** avec Gilles Alfonsi, des Communistes unitaires : « Le pluralisme doit être au cœur des dynamiques politiques ».

Page 9

## ÉCONOMIE/ SOCIAL

**SYNDICATS.** Des élections sous haute tension.

Pages 10 et 11

**À CONTRE-COURANT.** « Sarkozy : un actif toxique ». Page 11

**COMMERCE ÉQUITABLE.** Un guarana pur, s'il vous plaît ! Page 12

## SOCIÉTÉ

**SANTÉ.** Entretien avec Didier Jayle : « Un espace de dialogue autour du sida ». Page 14

## ÉCOLOGIE

**CLIMAT.** Omerta sur le méthane.

Pages 16 et 17

**FAUNE.** Les kangourous franciliens. Page 17

## MONDE

**RUSSIE.** « Il n'y a plus de liberté d'expression ».

Page 18

## CULTURE

**CINÉMA.** « Hunger », de Steve McQueen. Entretien. Page 20

**ARTS PLASTIQUES.** « Figures Balzac, 36 portraits de la Comédie humaine ». Page 21

**GASTRONOMIE.** « La Soupe de Kafka », de Mark Crick. Page 22

**THÉÂTRE.** « En manteau rouge... », « Hamlet » par Matthias Langhoff. Page 22

## MÉDIAS

**TÉLÉVISION.** « Au tribunal de l'enfance », d'Adrien Rivollier.

Page 23

## IDÉES

**ESSAIS.** « À ma guise. Chroniques 1943-1947 », de George Orwell.

Pages 24 et 25

« Maxime Rodinson, un intellectuel du XX<sup>e</sup> siècle », de Sébastien Boussois.

Page 25

## RÉSISTANCES

**SOCIAL.** Craquements en chaîne chez Vélib'.

Pages 26 et 27

## COURRIER

Pages 28 et 29

## BLOC-NOTES

Pages 30 et 31

**ABONNEZ-VOUS!**

Retrouvez les formules d'abonnement à *Politis* sur [www.politis.fr](http://www.politis.fr)

## Mobilisons-nous le 29 novembre !



### Pour l'urgence climatique et la justice sociale

**Crise  
environnementale,  
crise économique,  
crise sociale.**

## Manifestation à Paris

à 11h (M<sup>o</sup> rue du Bac)

## Forums-débats

de 13h30 à 17h30,

Bourse du travail de Paris,

2 rue du Château d'Eau M<sup>o</sup> République

<http://climatjustice.org>

# Et pendant ce temps-là...

L'affirmation peut paraître déraisonnable, ou quelque peu... décalée. Plutôt que ce « ça bouge à gauche », claironné à la une de ce journal, on aurait mieux vu « ça magouille à gauche », ou « ça tripatouille ». C'est que, pour le commun des téléspectateurs, « la gauche », c'est le Parti socialiste. Lequel n'en finit pas de tourner en rond selon le plus vaudevillesque des scénarios. Nous avons dit la semaine dernière ce que nous pensions de cette situation, des enjeux qui, malgré tout, se profilent derrière le ridicule. Mais la gauche est aussi ailleurs, si tant est qu'elle soit encore là. Elle n'est pas exclusivement une notion de topographie parlementaire, née d'une séance à l'Assemblée un certain 28 août 1789. Elle a toujours été aussi dans la rue. Comme ces jours-ci aux côtés des postiers, des enseignants ou des personnels de l'audiovisuel public. Et partout où l'on réfléchit à d'autres politiques que celle – dramatique – de l'accompagnement des logiques libérales. Et, de ce point de vue, oui, « ça bouge » vite et fort. Peut-être parce que les effets de la crise sont là et qu'il faut y résister, et qu'un sentiment d'urgence habite tous ceux qui ne sauraient admettre que les salariés paient l'addition des frasques de la finance. Mais ça bouge aussi parce que beaucoup se posent en ce moment – mais est-ce un hasard ? – la question de créer une nouvelle force politique. Voilà qu'en trois mois à peine tout aura changé dans cet espace que l'on nomme par facilité « la gauche », mais qu'il faut peut-être tout simplement appeler « la gauche ».

Qu'on en juge. Fin janvier, c'est la vieille Ligue communiste révolutionnaire, née en 1968, qui aura vécu. Son héritage sera repris et transformé – c'est du moins le vœu d'Olivier Besancenot et de ses camarades – avec la création du Nouveau Parti anticapitaliste. Célèbre déjà avant d'exister. Et avant même d'avoir un nom ! L'un des défis qu'il se donne et qui n'est pas le moins passionnant : offrir une organisation politique à des jeunes jusque-là rebutés par les formes anciennes, ou tout simplement indifférents à un monde qui leur semble étranger. Autre échéance, début février, le premier congrès du Parti de gauche. Et, dès cette fin de semaine, le premier grand rendez-vous du tout nouveau parti de Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez, qui tient meeting à Saint-Ouen. Ce « PG » est



un événement rare dans notre paysage politique : il est la conséquence d'une rupture d'avec le Parti socialiste. On découvrira dans l'entretien que nous a accordé Jean-Luc Mélenchon quelques surprises qui témoignent d'un réel esprit d'ouverture sur des questions que l'on pouvait craindre parfois enterrées sous le « logiciel » républicain. Autre échéance encore, la perspective toute proche d'une fédération associant les Communistes unitaires (voir là aussi notre entretien avec Gilles Alfonsi), les Alternatifs, héritiers du PSU, et les Collectifs antilibéraux issus de la campagne de 2005 contre le traité constitutionnel européen. En attendant, les Collectifs tiennent leur coordination nationale ce week-end à Montpellier.

Pour la fédération, la date n'est pas encore arrêtée, mais les dés sont jetés. Restent deux inconnues : l'évolution de la gauche des Verts et celle du PCF, dont le congrès se tient à la mi-décembre. Mais, dans tous les cas, des mouvements sont encore à attendre. Et à espérer. Si bien que l'on peut dire qu'en quelques mois tout ce champ politique aura été recomposé. Et tous ses acteurs auront renoué un dialogue indispensable. Qui donc pourrait nier que « ça bouge à gauche » ? Soit. Mais rien n'est dit cependant de ce qui va advenir. Il y a là des familles de pensée, des cultures, des formes et des traditions politiques si différentes, et

qui, naturellement, se dotent de formes d'organisation qui leur correspondent. La grande question, nous le savons, est l'aptitude de chacun de ces ensembles à travailler avec les autres ; à penser peut-être des formes d'organisation communes ; à accepter – surtout – de débattre des points apparemment les moins discutables de leurs doctrines. La question de la décroissance, celle d'une citoyenneté renouée qui repenserait notre rapport aux étrangers et aux immigrés, celle du nucléaire... Pour ne citer que quelques exemples. C'est à ce travail de fond que nous nous efforçons de contribuer avec l'Appel de Politis (1). Beaucoup encore est à faire. Voilà donc le double impératif : se rassembler sans attendre face à la crise, et débattre de ce qui fait divergence et différences, sans jamais que cela divise. À chacun ensuite de décider où il met l'accent dans son discours : sur ce qui réunit,

ou sur ce qui oppose. Ou bien le nouveau champ politique, à peine redessiné, va se balkaniser. Ou bien chacun fera les concessions nécessaires pour permettre l'éclosion d'une nouvelle force de gauche qui comptera. Les élections européennes du mois de juin prochain auront à cet égard un double enjeu : faire élire des députés de la gauche antilibérale ; mais aussi créer une nouvelle dynamique. Et, pendant ce temps-là, les socialistes « récoltent ».

(1) Voir page 7.

## Ça bouge à gauche !

Le spectacle d'affrontements et de divisions qu'offre le PS sur fond d'alignement sur la social-démocratie européenne accroît les responsabilités de la gauche de gauche.

Q

uel spectacle ! Le scénario joué par le Parti socialiste depuis Reims a tous les ressorts d'un feuilleton à rebondissements. Après un congrès désastreux, d'où aucune ligne politique majoritaire n'est parvenue à émerger, le vote des militants pour élire le Premier secrétaire n'a pas permis de désigner nettement qui de Martine Aubry ou de Ségolène Royal allait succéder à François Hollande. Les 42 petites voix d'avance pour la maire de Lille (sur 137 000 votants) n'ont pas permis de la proclamer vainqueur à l'issue du scrutin. Sa rivale conteste le résultat. Des oublis et des erreurs accréditent ses doutes sans inverser vraiment le résultat. Faut-il recompter ? Revoter ?

De contestations en recomptages, la suspicion fait son œuvre. Le parti conduit onze ans durant par François Hollande paie comptant le maintien de pratiques électorales suspectes, dénoncées à chaque congrès. Et l'on voyait mal, mardi matin, comment le conseil national, convoqué en urgence dans la soirée, pourrait dénouer une situation insoluble. Après des semaines de débat interne, quatre jours de déclarations fracassantes ponctuées de menaces de recours judiciaires et d'appels à manifester (!) devant les grilles de Solferino, le premier parti de la gauche n'est déjà plus qu'un champ de ruines.

**Au-delà du spectacle de sa division** en deux camps irréconciliables, le PS expose ses travers en pleine lumière. La présidentialisation, la personnalisation des débats et le mépris des débats politiques l'ont profondément transformé. Ce n'est pas le poids des courants qui est responsable de la cacophonie actuelle mais leur faiblesse. Comment expliquer autrement que d'un vote à l'autre des adhérents, nombreux, qui s'étaient prononcés pour la motion de Bertrand Delanoë choisissent de porter Ségolène Royal à la tête du PS alors même que le maire de Paris les en avait dissuadés au nom de la conception du parti que son texte défendait ? La gauche du PS n'échappe pas non plus à cette volatilité : l'appel de Benoît Hamon en faveur de Martine Aubry n'a pas mieux été suivi, et la présidente de Poitou-Charentes a pu récupérer, au second tour, une partie des voix qui s'étaient portées au premier sur le jeune député européen, indiquant



Le PS est depuis bien longtemps absent sur le front des luttes sociales.

ainsi que ces adhérents avaient moins voté pour ses idées que pour choisir une nouvelle tête. Cette désidéologisation, qui n'épargne aucun courant, permet de comprendre pourquoi Ségolène Royal a pu passer en trois scrutins de 29 % à 50 % sans le ralliement d'aucun courant.

Le congrès de Reims devait conduire à une « rénovation » du PS, une « clarification » de sa ligne politique et la désignation d'un leader pour le conduire. De la ligne politique, il a été peu question, tant les responsables socialistes s'accordent sur la nécessité de l'aligner sur celle du Parti socialiste européen (PSE). Les résignations dont cette ligne est porteuse face à la mondialisation heurtaient déjà l'idée que l'on pouvait se faire d'un parti « socialiste ». L'étalage des haines personnelles achève de le déconsidérer.

**Cet affaiblissement durable** du premier parti de gauche accroît les responsabilités de la gauche de gauche en même temps qu'elle lui apporte une belle occasion d'offrir une alternative politique sociale et écologique aux électeurs de gauche écoeürés et en colère. Y est-elle prête ? Sans doute pas encore. La victoire du « non » au référendum du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel européen a montré la puissance du courant antilibéral dans l'électorat de gauche. Mais l'échec tragique de la tentative de regroupement

des forces qui s'en réclament autour d'une candidature unitaire en 2007 a montré les limites d'un tel rassemblement. Les cicatrices de ce traumatisme ne sont pas totalement refermées même si l'Appel de *Politis*, lancé mi-mai, a permis de renouer une partie des fils qui s'étaient rompus.

**Des regroupements sont en cours** qui, tous, travaillent à la constitution d'une force politique nouvelle. Même si les chemins empruntés ne sont pas identiques, ces convergences sont le signe que la gauche bouge. Et se réinvente un avenir. Dernière initiative en date : la création du Parti de gauche par Jean-Luc Mélenchon et Marc Dolez dans la foulée de leur départ du PS. Cette jeune formation, qui tient son meeting de lancement ce samedi au centre sportif de l'Île-des-Vannes, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), crée une situation nouvelle. Avec le PCF, elle propose de construire aux européennes un front politique ouvert à toutes les forces qui composaient l'arc politique du « non » de gauche. Cette perspective, qui semblait encore inaccessible il y a quelques semaines, doit encore se concrétiser. Mais dans un contexte économique, social et politique particulièrement sombre, la petite lueur d'espoir qu'elle fait naître n'est pas négligeable.

MICHEL SOUDAIS



BONVENTURE/AFP

Jean-Luc Mélenchon s'explique sur la création du Parti de gauche et sur les objectifs de cette nouvelle formation ouverte à l'écologie. Et plaide pour un front politique de gauche aux européennes.

## « Nous voulons être une force gouvernementale et unitaire »

Pourquoi n'avez-vous pas attendu la fin du congrès du PS pour partir ?

**Jean-Luc Mélenchon :** Parce que, pour nous, la signification politique du congrès est dans le vote du 6 novembre sur les motions. Nous ne voulions pas être aspirés dans les intrigues que ce vote mettait aussitôt à l'ordre du jour. Il fallait que notre décision soit identifiable et lisible sur un plan purement politique.

La spécificité du parti socialiste français dans la social-démocratie internationale s'est interrompue le jour où la décision a été prise de voter « oui » au référendum sur la Constitution européenne, parce que l'acceptation du cadre de la Constitution européenne, puis du traité de Lisbonne, vaut acceptation des politiques économiques, des systèmes d'alliances et de la forme de parti qui vont avec. Le congrès de Reims, avec le vote de 80 % des militants sur les motions issues de l'ancienne majorité, est le moment qui matérialise cette mutation. Cet alignement est devenu la culture commune des adhérents du PS. C'est pourquoi Ségolène Royal peut assez tranquillement dire qu'elle est prête à faire un vote des militants du parti sur la question des alliances. Elle sait bien que ceux qui seront encore adhérents du PS à ce moment-là trouveront cohérent de s'allier avec François Bayrou. Et c'est par un artifice de langage et un mépris absolu des textes que l'on peut qualifier le texte de Martine Aubry de motion de gauche. J'entends qu'on me reproche une « décision préparée d'avance ». Évidemment qu'elle était politiquement mûrie. Il n'y

avait qu'à lire mon livre, *En quête de gauche* (Balland), publié l'an dernier, où je décrivais dans le détail la conversion de la social-démocratie à ce que j'ai appelé « la ligne démocrate » : il était écrit en toutes lettres que, si le PS prenait la pente d'un parti démocrate, il faudrait rompre avec lui. Et le texte adopté par PRS [Pour la République sociale] fin juin 2007, « La gauche d'après », se terminait par cela. Donc, l'hypothèse était ouverte que le parti français connaisse l'évolution du reste des partis sociaux-démocrates européens. Le congrès aurait pu inverser cette tendance. On pouvait imaginer que, la crise du capitalisme s'étant déchaînée, il y aurait un sursaut dans le mouvement socialiste. C'est en constatant que ce n'était pas le cas que le raisonnement que j'ai présenté dans le livre s'est imposé.

Vous créez aussitôt le Parti de gauche (PG). Pourquoi ?

Parce que l'action politique, à mes yeux et à ceux de Marc Dolez, s'inscrit dans un cadre collectif et un cadre d'action parti-daire. Ce ne peut être simplement une association, un réseau, une pétition, toutes formes qui ont leur respectabilité et leur utilité. La forme pour la conquête du pouvoir, c'est le parti. Un parti qui met au point un programme, propose des candidats, organise des campagnes. C'est important parce que l'identité de notre courant politique est intimement liée au seul souverain que nous reconnaissons : le suffrage universel.

Moi, je crois à la révolution par les élections.

Et par les alliances, non ?

Je vais y venir. En même temps qu'on crée ce parti, nous avons en vue un front de gauche. Pas un front qui viserait la formation d'un nouveau dogme ou d'une explication globale du monde. Mais un front qui a un objectif politique concret lié aux prochaines élections européennes. Cela nous différencie d'autres courants politiques qui ont scissionné du mouvement socialiste. Alors que le MRC [Mouvement républicain et citoyen] avait pour objectif d'être le recours face au PS et au système – ce qu'il appelait l'UMPS –, le Parti de gauche propose de faire un front. Et lui-même veut être un creuset. Très concrète, notre démarche est surtout inclusive.

Une démarche qui consiste à inclure, mais pas à être inclu...

Mais si ! Le Parti de gauche peut s'inclure dans un ensemble plus vaste. Pourquoi en est-on venu à l'idée du front ? Au lendemain du vote de 2005, la discussion sur l'unification des forces du « non » de gauche a donné lieu à beaucoup de malentendus liés à l'évocation de Die Linke. Celui-ci a fusionné deux partis et une fraction : l'Alternative pour le travail et la justice, le Parti communiste rénové, et la petite fraction d'Oskar Lafontaine. Au début, il s'agissait d'un front, et ils ont été obligés de fusionner, en partie pour respecter la loi électorale. C'est la victoire qui les a ensuite collés ensemble. Et Lafontaine m'a dit : « *Le meilleur liant que tu aies, c'est le succès.* » On sait donc ce qu'il nous reste à faire. Mais tout commence par un front respectueux de l'identité de chacun.

Est-ce uniquement pour ce que Die Linke représente que vous avez invité Oskar Lafontaine à votre meeting de lancement ?

De par notre origine socialiste, nous nous situons dans la logique qui l'a conduit à quitter le SPD. Il est aussi parfaitement francophone, on se comprend donc mieux. Surtout, ce n'est pas rien, dans la période, de voir Français et Allemands main dans la main. Nous sommes un parti pacifique et, de cette manière, nous nous mettons à distance de l'atlantisme effréné du PS. Et puis, évidemment, c'est le signe que se constitue une internationale des partis de gauche puisqu'il existe un parti de même nature en Hollande, en Grèce...

Petit à petit, un peu partout en Europe, on commence à avoir des partis sur le modèle Die Linke. La propagation est considérable : un parti est en train de se former sur cette logique en Israël, me dit-on, et la même chose est en train de se produire au Chili. Il n'y a pas une exception Mélenchon-Dolez. Nous confirmons un processus mondial.



Michel Soudais, Jean-Luc Mélenchon et Denis Sieffert dans les locaux de *Politis* vendredi 21 novembre.

X. FRISON

**« Si l'ensemble de l'arc de forces qui a fait campagne pour le "non" se rassemble, il peut renverser la table. C'est-à-dire passer en tête de toutes les listes aux européennes. C'est tout à fait possible. »**

## Comment lever les malentendus ?

Dans la préparation de mon livre et les discussions qui ont suivi sa sortie, notamment avec Patrice Cohen-Séat et d'autres dirigeants communistes, j'ai compris que le plus gros blocage venait du fait que beaucoup de communistes n'acceptaient pas le débat sur une nouvelle force politique parce qu'ils la vivaient comme l'anéantissement de la leur. Cette disparition nous poserait aussi un problème. Par conséquent, ce que nous allons emprunter à Die Linke et aux Allemands, c'est la méthode : former un front et voir ensuite ce qui est possible, au lieu de proclamer la nécessité d'une convergence politique, idéologique et organisationnelle totale avant de se mettre au travail.

C'est une méthode adaptée à ce que nous vivons, parce que, dans l'intervalle, le NPA s'est aussi imposé dans le paysage médiatico-politique, et l'on comprend parfaitement que ceux qui créent le NPA n'ont pas du tout l'intention de cesser leur activité au prétexte qu'un secteur se détache du PS, comme cela se produit partout ailleurs dans la social-démocratie. La méthode du front de gauche est celle qui nous permet de dialoguer avec le NPA.

## Comment comptez-vous procéder ?

On fait le tour des forces politiques constituées susceptibles de s'accorder sur un programme et de présenter des candidats. Nous avons rencontré le PCF, contacté le NPA. Restent les Alternatifs et le MDC, et deux cas particuliers, Lutte ouvrière et le POI [lambertistes, NDLR], qui n'ont pas participé à la campagne unitaire du « non ». Le Parti de gauche rencontrera et respectera tout le monde. Voilà pour la méthode.

## La Coordination nationale des collectifs antili-

## béraux fait-elle partie des forces organisées ?

S'ils sont demandeurs, nous les rencontrerons. S'agissant du PCF, les choses ont été facilitées par le fait que nous dialoguons de manière ininterrompue depuis 2005 avec les dirigeants communistes. Ces derniers ont aussi compris qu'une des manières de participer à la structuration de cet espace politique était qu'eux-mêmes fassent un pas. Ils l'ont fait, le 24 octobre, dans leur conseil national, en se prononçant pour un front ouvert non plus seulement aux autres forces européennes et à des personnalités qu'ils invitaient mais aussi à des « organisations ». Peu de commentateurs ont noté l'apparition de ce terme. À ce moment, nous étions encore membres du PS, mais nous comprenions que les communistes répondraient à une des interpellations du livre, réitérée publiquement à plusieurs reprises, où je leur disais : « *La balle est dans votre camp, c'est à vous de dire que vous êtes disponibles.* » Au moment où nous sommes, Marc Dolez et moi, en train de prendre notre décision, le texte des communistes pèse très lourd dans l'évaluation de la situation que nous faisons. Le signal que nous ont donné les communistes est, pour moi, décisif : il signifie que l'on peut, à temps, faire ce qu'Oskar Lafontaine a dû faire dans une certaine confusion. Car, dès que Die Linke s'est constitué, Schröder, qui a bien compris ce qui allait lui arriver, a provoqué des élections anticipées.

## Ne vous enfermez-vous pas dans un tête-à-tête avec la direction du PCF ?

Quand on est une organisation politique, on respecte ses partenaires. Le Parti de gauche discute avec le PCF en tant qu'organisation. Donc, nécessairement, nous discutons avec ceux qui représentent ce parti. Ce qui compte, ce n'est pas le tête-à-tête, mais ce que le tête-à-tête propose. Est-ce que nous ne voulons pas des autres ? C'est l'inverse. Et ce n'est pas seulement le Parti de gauche qui le dit, le PCF le dit aussi. Nous ne sommes fermés à personne.

## Pas même au NPA ?

Nous avons sollicité une rencontre ; nous verrons quelle sera la réponse. On ne va pas se parler par journalistes interposés. Il n'y a rien dans le discours d'Olivier Besancenot qui empêche la discussion. J'entends qu'on m'objecte l'indépendance par rapport au PS. Que peut-on faire de mieux pour prouver notre indépendance que de le quitter ? J'ajoute que nous ne siégerons pas au groupe PSE mais dans le groupe de la GUE, où ont déjà siégé les députés européens de la LCR ; nous ne cogérerons pas le Parlement avec la démocratie chrétienne comme le fait le PSE ; évidemment, nous allons faire campagne contre l'élection de députés du PSE parce que nous voulons faire un vote de gauche : qui-conque élit un député lié au Manifeste du PSE élit quelqu'un qui a signé un texte

avec des partis qui gouvernent avec la droite. Voilà quatre raisons qui correspondent à des exigences maximales par rapport à l'indépendance vis-à-vis du PS que réclame Olivier Besancenot. Et nous ne proposons pas une fusion au NPA, mais un front aux européennes.

## Quelle est l'ambition de ce front ?

Cette élection est la dernière élection politique globale avant la présidentielle de 2012. Si on veut changer les conditions politiques dans lesquelles on va préparer cette dernière, il n'y a pas d'autre moment pour le faire. Si l'ensemble de l'arc de forces qui a fait campagne pour le « non » se rassemble, il peut renverser la table. C'est-à-dire passer en tête de toutes les listes. C'est tout à fait possible. Après, chacun trouve la liberté de faire valoir aux millions d'électeurs de ce front qu'il est le mieux placé pour en être l'expression politique à la présidentielle.

**L'Appel de *Politis* propose de rassembler les gens dans un front de façon à ce que chacun, sur un pied d'égalité, puisse réfléchir à la forme politique. Là, on a l'impression que c'est un peu « qui m'aime me suive »...**

Les démarches ne sont pas de même nature. Je ne mets pas celle de l'Appel de *Politis* sur le même plan que l'accord de deux organisations politiques. Il faut reconnaître aux partis politiques le droit de faire des propositions. Sinon, prétendre que, quoi que l'on fasse, ce ne sera jamais assez ouvert finit par être totalement autobloquant.

## Quel est le périmètre du Parti de gauche ?

C'est d'abord un parti « de gauche », précision qui a son importance quand des gens prétendent n'être ni de droite ni de gauche mais « *du côté de la réforme* », ou construire des espaces intercalaires entre les républicains des deux rives. Cela signifie que nous sommes pour la souveraineté du peuple partout, pour le partage et l'égalité, cette valeur centrale de l'identité traditionnelle de la gauche autour de laquelle se construit l'articulation liberté-fraternité.

C'est ensuite un parti républicain, donc pour la démocratie, attaché à l'existence d'un espace public commun libre des aliénations et des dominations qui peuvent s'exprimer dans la sphère privée, c'est-à-dire un espace laïc, un et indivisible, où la loi est décidée par tous pour qu'elle puisse s'appliquer à tous. C'est aussi une force gouvernementale : notre objectif est la transformation de la société par l'exercice du pouvoir démocratique, non d'être une force de témoignage. Enfin, c'est une force unitaire car nous ne croyons pas que la gauche puisse être gouvernementale sans se rassembler.

## Pourquoi faire ?

Nous voulons pouvoir tourner la page du capitalisme pour deux raisons. D'abord, il est incapable de gérer le long terme. Fauteur



« Les idées sur la décroissance obligent à réfléchir. »



X. FRISON

« Nous voulons tourner la page du capitalisme. »

de désordres, de guerres, de troubles, de misères sur le court terme, le capitalisme met à l'ordre du jour une catastrophe définitive pour l'humanité tout entière. Car, parmi toutes ses contradictions, le modèle de prédation et de domination qu'il a porté en son sein remet en cause l'écosystème lui-même. Or, nous sommes au seuil du moment où la possibilité existe encore de faire des choix qui permettent de stopper la catastrophe. C'est quand on traite du dérèglement climatique que ce fait est le plus évident. Évidemment, c'est une révolution culturelle pour la gauche. Mais cette question de la crise écologique est première dans l'ordre des nécessités de la subversion de la société capitaliste.

**N'est-ce pas un *aggiornamento* pour le républicain social que vous êtes ?**

C'est vrai que c'est une mutation. Chez moi, elle procède d'une réflexion sur les fondamentaux du républicanisme et le constat, que tout le monde peut faire, que l'intérêt général est d'abord un programme écologique.

**Vous avez même dit que ce parti serait « contre le productivisme ». Vraiment ?**

Je ne crois pas qu'on puisse changer la société sérieusement sans pratiquer une révolution culturelle sur le quotidien de cette société : qu'est-ce qu'on produit ? Comment on le produit ? Et pour quoi faire ? On ne peut pas avoir comme but une société où tout ira tellement mieux qu'on pourra avoir trois bagnoles par ménage et mettre un écran plat dans chaque pièce. Aucun processus de révolution ne peut venir à bout de la frustration permanente que fabrique la société capitaliste ; une paie même meilleure ne sera jamais suffisante. Il n'est donc pas possible de créer

durablement une société démocratique et socialiste s'il n'y a pas une révolution des modes de production et d'échange, des objets qu'on produit – pour quoi faire et comment on les produit ?

**Et comment on les consomme...**

Bien sûr, ça va avec. Je reconnais avoir été percuté par les écrits que j'ai lus sur la décroissance. Je sais très bien quelles polémiques déclenchent les idées sur la décroissance, mais elles obligent à réfléchir.

**Le Parti de gauche est donc un parti ouvert culturellement ?**

Nous sommes même demandeurs. Et invitons les militants écologistes, s'ils ne sont pas bien là où ils sont, à venir nous aider à penser, à réfléchir, à formuler. À nous aider éventuellement à ne pas retomber dans nos routines initiales. Nous avons aussi besoin d'économistes qui nous aident à repenser un autre modèle, et de bien d'autres catégories... Le Parti de gauche doit être un objet qui provoque une subversion culturelle de ses propres membres. Pas seulement du projet de la société. Ceux qui y adhèrent doivent eux-mêmes profiter de cette occasion pour se remettre en question, faire le tri de leurs certitudes. Il n'est pas question de changer ce qui fait ce que nous sommes – la volonté de partager, d'être de gauche, de détester la société capitaliste –, mais notre façon de le formuler à l'aune de notre époque. Quel sera le modèle du parti ? Je ne sais pas. Je crois beaucoup à l'autonomie des membres d'une organisation. Il y aura sans doute plusieurs formes de militantisme en même temps : la section, le cercle, le réseau. Il faut que tout le monde trouve sa manière de se rendre utile à la bataille.

**Ce ne sera donc pas un parti pyramidal ?**

Pourquoi a-t-on fait des partis centralisés ? Il n'y avait pas moyen de faire autrement parce que la communication entre l'état-major central et l'ensemble des structures d'une organisation n'était possible que par le papier, le journal. Le centralisme, utile, est devenu pyramide écrasante. Maintenant, nous avons d'autres moyens de communication qui permettent un autre rapport à l'expression politique, à l'élaboration. Centre et périphérie deviennent des notions moins étanches. On peut être une organisation politique dans laquelle les réseaux jouent un très grand rôle. De la même manière, on peut avoir des gens qui sont prêts juste à donner un coup de main. Et d'autres qui sont disponibles pour un engagement plus intense. Enfin, je ne veux pas qu'on fasse un parti destiné aux « sachants » et aux « parlants », mais un parti où les gens qui ont leur bonne volonté à apporter puissent aussi donner et recevoir avec le Parti.

PROPOS RECUEILLIS PAR DENIS SIEFFERT  
ET MICHEL SOUDAIS

« Notre objectif est la transformation de la société par l'exercice du pouvoir démocratique, non d'être une force de témoignage. »

## L'Appel de *Politis* (suite)

Où peut-on aujourd'hui réunir en un même lieu des communistes, des Alternatifs, des représentants des Collectifs antilibéraux, des membres éminents du tout nouveau Parti de gauche, des Verts non moins éminents, des responsables (certes minoritaires) de la LCR, des Républicains (Mars), des syndicalistes et des citoyens sans appartenance définie ? Et pour un débat sur les formes d'organisation, sur les réponses à la crise, sur la nécessité admise par tous de listes unitaires aux européennes. Oui, où ? Eh bien, dans les locaux de *Politis*, où se tenait dimanche le premier bureau d'animation issu de l'assemblée générale des signataires de l'Appel « l'Alternative à gauche, organisons-la ! » du 11 octobre dernier à Gennevilliers. Une réunion qui s'est conclue par la formation de quatre « chantiers » qui travailleront dans le cadre de la préparation d'« Assises pour le changement » convoquées début mars. Il a été décidé que les thèmes seraient très larges, cela afin de ne pas trop disperser les forces du bureau.

Il s'agit de :

- « La crise et ses urgences » (en référence aux urgences citées dans la Déclaration de principes adoptée le 11 octobre) ;
- « L'autre Europe et les européennes » ;
- « La citoyenneté, la démocratie, les institutions » ;
- « Les formes d'organisation ».

Il a été en outre décidé de lancer un appel à des listes unitaires pour les européennes. Un débat s'est mené sur les termes de cet appel avec notamment le souci de tenir compte des ouvertures déjà proposées par la plupart des forces existantes. Quelques mains y travaillent pour la fin de la semaine. Une newsletter n°10 à destination des signataires de l'Appel fournira évidemment davantage d'informations sur ce bureau d'animation. Elle partira avant la fin de cette semaine.

D. S.

### Un pôle de la gauche écolo

Réunies fin août à Miremont (63), sept composantes de l'écologie politique radicale - Alter Ekolo, Alternatifs, Écologie solidaire, Mai, Objecteurs de croissance, Utopia, Zone d'écologie populaire (ZEP) - ont décidé de travailler ensemble afin de renforcer leur influence au sein de la gauche et de l'écologie. Mais ce petit pôle, qui se structure lentement (1), est déjà menacé d'érosion par l'appel d'air créé par les rassemblements en cours (NPA, Parti de gauche, Europe écologie, etc.) ainsi que le rapprochement entre Alternatifs et Communistes unitaires. Histoire de serrer les boulons, quelques-unes des personnalités de ce pôle signent une tribune (ci-contre) rappelant leur vision de l'écologie, actuellement servie à toutes les sauces: elle doit être la colonne vertébrale de toute reconstruction, et fidèle aux valeurs de gauche.

PATRICK PIRO

(1) Prochaine réunion près d'Avignon les 10 et 11 janvier 2009 (voir site

### TRIBUNE

## « L'écologie doit rester fidèle aux valeurs de gauche »

À quelques « Allègre » près, la crise environnementale est reconnue par l'ensemble des décideurs politiques et économiques. Cette prise de conscience s'accompagne de la volonté d'accaparer l'écologie par l'ensemble des forces politiques, droite et gauche confondues. D'autres structures politiques ou associatives affirment que l'écologie ne serait ni de droite ni de gauche.

Si l'on se contente de parler d'environnement, implicitement ce qui entoure la vie de l'espèce humaine, il est imaginable de chercher des réponses techniques pour résoudre un nouveau paramètre dans le système actuel.

Mais si l'on pense que la crise écologique est liée au pillage des ressources planétaires, que la finitude du monde est patente, que le temps des explorateurs et défricheurs de nouvelles terres est clos, que les richesses et les niveaux de vie atteints dans les pays riches du Nord, mais aussi à celle des pays du Sud, de leurs ressources et de leurs habitants, alors la crise n'est plus un simple paramètre à intégrer, mais une crise systémique qui impose de reprendre tous les fondamentaux, y compris idéologiques.

Le bonheur et la vie ne peuvent se résumer à une accumulation de biens produits ou prélevés sur la planète. L'égalité et la justice sociale ne peuvent plus se traduire par un mode de développement porté par une croissance permettant à tous d'en obtenir les fruits.

La droite, entre autres par le « Grenelle de l'environnement », tente d'intégrer le coût environnemental dans la logique libérale. La taxe CO<sub>2</sub> en est un exemple. La gauche parle de croissance propre, de pollueur-payeur. Elle considère l'écologie comme une simple variable d'ajustement, restant enfermée dans le cadre traditionnel de la logique « production, croissance, création de richesses, réduction des inégalités ». Elle considère les réponses du système actuel aux dégâts environnementaux comme une dynamique économique porteuse d'une nouvelle croissance.

Les Verts louvoient entre un accord d'union avec PS et PC, comme à la fête de l'Humain, et la construction d'un pôle écologique



Défilé place de la Bastille, à Paris, lors de l'Écolo Parade du 1<sup>er</sup> juin 2002.

*stricto sensu*. Celui-ci présente le risque d'un enfermement environnementaliste se réduisant à la déclinaison d'un développement durable, d'une croissance verte et d'une seule logique économique environnementale.

Alors l'écologie est-elle de droite ou de gauche ?

En fait, tous considèrent comme prioritaire d'intégrer dans le système actuel le prix de la planète. Intention louable, logique du moins pire, volonté plus ou moins sincère. Certes, la gauche traditionnelle affirme plus clairement vouloir réduire les inégalités. Mais, au final, ces trois démarches s'adaptent au système actuel, à son mode de production et de croissance, qui de lui-même génère les inégalités. Bien pire, les conséquences des dégâts écologiques et de la dégradation des conditions de vie touchent toujours plus les pauvres que les riches.

Il existe une ébauche de réponse. C'est la construction d'une force écologique et sociale où l'écologie sera le vecteur

essentiel pour la redéfinition d'un système, d'une nouvelle répartition. Ce doit être la fin du « produire plus » pour réduire les inégalités, comme l'illustre la prolifération de la voiture *low-cost* en Inde ou l'illusion consumériste du super-écran plat pour les pauvres des pays riches. C'est par cette voie que l'écologie sera reconnue fidèle aux valeurs de gauche et que l'on pourra légitimement récuser la droite et les ni-ni.

Pendant ce temps, pour la première fois de mémoire d'homme, le pôle Nord n'est plus relié à la terre ferme. Les hommes peuvent en faire le tour en bateau. Le réchauffement climatique s'accélère pour les uns. La crise énergétique s'éloigne pour les autres, car l'Arctique recèlerait plus de 20 % des ressources énergétiques non découvertes exploitables !

FRANCINE BAVAY (ALTER EKOLO-VERTS),  
PIERRE LUCOT (UTOPIA-VERTS), ROLAND MÉRÉLIEUX  
(ALTERNATIFS), CORINNE MOREL-DARLEUX (UTOPIA-  
PS), FRANCK PUPUNAT (UTOPIA-PS), EROS SANA  
(ZONE D'ÉCOLOGIE POPULAIRE-VERTS),  
FRANÇOIS SIMON (ALTERNATIFS-AMP)



M. SODRIS

## « Le pluralisme doit être au cœur des dynamiques politiques »

NPA

### Décollage imminent

La métamorphose de la Ligue communiste révolutionnaire est sur le point d'aboutir. La deuxième réunion nationale des comités NPA, les 8 et 9 novembre, en fut l'avant-dernière étape réussie. Plus de 400 délégués étaient en effet présents à la Plaine-Saint-Denis pour préparer le congrès fondateur du Nouveau Parti anticapitaliste. Celui-ci aura lieu du 30 janvier au 1<sup>er</sup> février 2009, juste après le congrès de dissolution de la Ligue, le 28 janvier. Alors que la Ligue ne comptait que 3 000 militants, le NPA affirme en rassembler déjà quelque 10 000. Si le chiffre est invérifiable, un nombre importants de jeunes ainsi que des militants associatifs et syndicaux ont rejoint le mouvement. La popularité d'Olivier Besancenot n'est pas étrangère à cet engouement. Mais le processus participatif de création du parti entre aussi en jeu. Les militants sont impliqués et ont même reçu leur carte de membre fondateur. Lors de la réunion nationale, les documents qui seront soumis au vote pendant le congrès ont été débattus. Deux portent sur les principes fondateurs et les statuts du nouveau parti. Un troisième, intitulé « Orientation », a été réorganisé en deux textes, dont l'un concerne les élections européennes.

**Quelle stratégie adoptera le NPA en ce qui concerne justement la prochaine échéance électorale ?** Dans *Rouge*, l'hebdomadaire de la Ligue, Alain Krivine esquisse une réponse : « *La perspective n'est pas de présenter une liste unitaire des anciens partisans du non* » au référendum sur le traité constitutionnel européen de 2005, et il accuse le PCF de laisser « ouverte la possibilité d'alliances avec les sociaux-libéraux ». Même chose au niveau européen avec le Parti de la gauche européenne, présidé par Die Linke, « un parti qui participe à des coalitions gouvernementales avec le SPD ». En ce qui concerne l'initiative de Jean-Luc Mélenchon, Samy Johsua, membre de la direction de la LCR, estime, toujours dans *Rouge*, qu'elle « ne pourra pas apporter la clarification nécessaire à gauche, que seule la dynamique confirmée du NPA peut apporter ».

Jean-Baptiste Quiot

Membres ou non du PCF, les Communistes unitaires sont partisans de la création d'une nouvelle force de transformation sociale et écologique, incluant une sensibilité communiste. Entretien avec l'un de leurs animateurs, Gilles Alfonsi\*.

**Qui sont les Communistes unitaires ? Comment vous définissez-vous ?**

**Gilles Alfonsi :** La visée concrète des Communistes unitaires est la constitution d'une nouvelle force de transformation sociale et écologique, au service d'un nouveau projet politique. Cette proposition s'appuie sur une conviction simple : pour contester l'hégémonie du social-libéralisme sur la gauche, en conservant la vocation majoritaire de la dynamique politique à construire, il est nécessaire que la gauche de gauche s'unisse. Aucune formation politique n'est à même de rassembler autour d'elle les forces alternatives. À l'inverse de l'idée commune selon laquelle le projet politique est une condition préalable pour constituer une force, je pense que l'élaboration d'un projet politique nécessite l'existence d'un creuset pluraliste, en lien avec les luttes et incluant les échéances électorales sans en faire le centre de la démarche.

Pour ne pas en rester au stade de l'incantation, certains acteurs de la gauche alternative – à ce stade, les Alternatifs, les Collectifs unitaires antilibéraux, des courants de l'écologie radicale et nous – ont lancé l'idée de fédérer leurs efforts, avec la volonté d'associer d'emblée des citoyens sans appartenance politique. Pour les Communistes unitaires, cette « fédération » peut être une première étape : un regroupement partiel. Si dans les prochains mois se profilait un cadre plus large pour faire force politique ensemble, nous en serions partie prenante. Enfin, nous pensons que l'existence d'une sensibilité communiste dans cet espace peut être utile au mouvement tout entier.

**Que pensez-vous de la décision de Jean-Luc Mélenchon et de Marc Dolez de quitter le PS et de fonder un nouveau parti ?**

Leurs choix contribuent à ouvrir une nouvelle phase. Pour le moment, ils constituent leur propre espace politique, disons un « pôle républicain ». Cela laisse entière la question de la convergence de toutes les sensibilités de la gauche alternative pour un nouveau projet et une nouvelle force. Je souligne au passage que le débat devrait aussi concerner la forme « parti ». En positif, il s'agit de prendre en compte les aspirations démocratiques qui émergent dans toutes les mobilisations, donc de revisiter les questions de délégation de pouvoir et d'appropriation citoyenne de la politique.

Ce serait mener à l'impasse que de structurer durablement des pôles séparés – autogestionnaire, républicain, écologiste, etc. – alors que toute la question est la rencontre de ces cultures militantes et la production de contenus nouveaux. Comment pourrait-on produire une visée anthropologique, si l'on continue de séparer le social et l'écologique ? Ou si l'on n'aborde pas, simultanément, les questions du rapport aux institutions et de la délégation de pouvoir, de la place de l'État et de l'appropriation des savoirs et des pouvoirs ? Chacun peut évidemment aborder ces questions de son côté, mais alors on en revient au problème de l'émiettement face à Sarkozy et à la faillite social-libérale. Par ailleurs, il n'y a pas d'alternative politique possible sans que le travail de fond ne prenne force politique. C'est le sens de notre proposition que le cadre unitaire précieux issu de l'Appel de *Politis* engage un processus concernant la constitution d'une organisation politique. Il ne s'agit pas de précipiter les choses mais d'avancer, patiemment mais avec détermination, dans ce sens.

**Quelle place comptez-vous occuper dans la campagne pour les prochaines élections européennes ?**

Je ne confonds pas cet enjeu avec la question de l'alternative globale et de la force politique. À propos des européennes, nous n'en sommes plus seulement aux déclarations d'intentions pour une convergence la plus large possible de la gauche de gauche. Nous en sommes à voir comment lancer une dynamique du type de celle de 2005 contre le traité constitutionnel européen, impliquant à la fois des forces et le plus grand nombre de citoyens possible. C'est l'intérêt bien compris des forces politiques de la gauche de gauche de choisir une telle démarche : il n'y aura pas de dynamique politique sans appropriation citoyenne, notamment en cassant les barrières entre mouvement social et politique. Cela va au-delà d'un compagnonnage entre partis politiques, ou entre partis politiques et personnalités. Et c'est autre chose qu'une politique de ralliement. Nous sommes très favorables au lancement d'un appel type « Appel des 200 », le plus unitaire et le plus large possible.

PROPOS RECUEILLIS PAR DENIS SIEFFERT

\*Gilles Alfonsi est membre du collectif d'animation des Communistes unitaires, communistesunitaires.net



MEDINA/AFP

## Des élections sous haute tension

Quelques mois après l'adoption de la « position commune » sur la représentativité, les élections prud'homales donnent le coup d'envoi à un remaniement profond du paysage syndical.



C'est à grands coups de meetings, de publicité et de clips diffusés sur le Net que la campagne est lancée. Tour de France médiatisé pour les « stars » du syndicalisme, multiplication des réunions de proximité à l'Unsa... La CFE-CGC, qui communique depuis le printemps dernier, reconnaît qu'elle « a mis des moyens considérables » pour sortir la tête haute de ces élections. Les syndicats ont sorti le grand jeu pour amener 19 millions de salariés du privé et de chômeurs aux urnes le 3 décembre prochain. Car l'enjeu est historique. Première étape d'un grand chambardement de la carte syndicale, ces prud'homales 2008 détermineront l'orientation politique du syndicalisme de demain. Et la nature même des relations sociales en France.

Au cœur du problème, la « position commune » adoptée par la CGT, la CFDT et le Medef le 9 avril dernier. Coup de tonnerre dans le paysage syndical, ce texte fondateur a fait tomber la « présomption d'irréfragabilité » qui instituait jusqu'alors la représentativité inconditionnelle de cinq confédérations (CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC), l'Unsa et Solidaires n'en bénéficiant pas. Désormais, toutes les organisations syndicales devront se confronter au vote et arracher au moins 10 % des suffrages au premier tour des élections professionnelles dans les entreprises pour espérer s'asseoir à la table des négociations. Une aubaine pour les états-majors nationaux, assurés de relever le défi haut la main. Mais une gageure pour les « petites » organisations, qui joueront leur survie.

Dans ce contexte de resserrement de l'échiquier syndical, les prud'homales sont le premier round d'un combat pour la représentativité qui s'achèvera aux alentours de 2013, quand seront faits les comptes du cumul des élections professionnelles. Elles font office de test grandeur nature : les trois grosses centrales (CGT, CFDT, FO) y mesureront leur influence ; les autres organisations, leurs chances de rattraper à une mort annoncée en entrant dans des stratégies de coalition. « Outre leur utilité première d'élire des conseillers, ces prud'homales sont déterminantes au niveau symbolique », souligne Dominique Andolfatto, maître de conférences à l'université de Nancy. Les organisations qui

s'estiment lésées par le texte sur la représentativité veulent montrer qu'elles existent. »

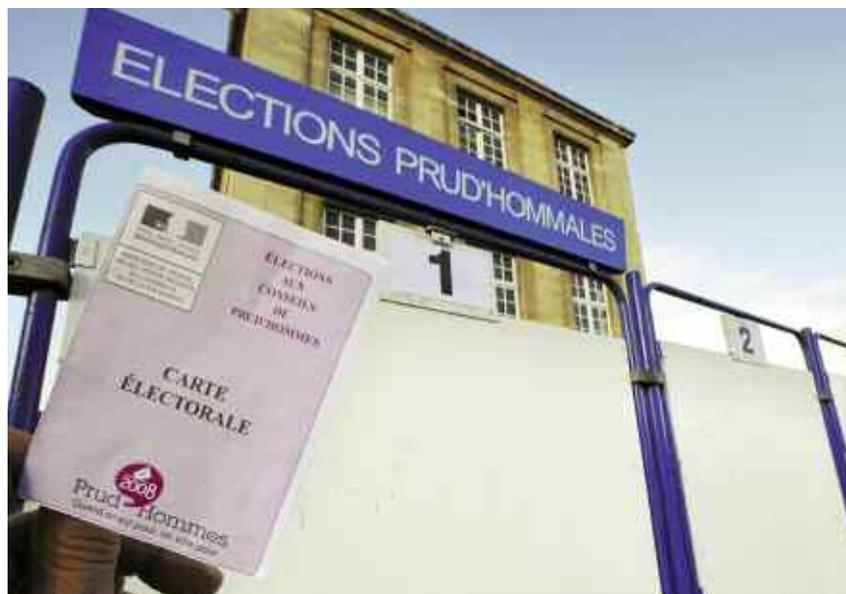
Bref, il s'agit de ne pas perdre la face. La CFTC, qui avait plaidé pour que les prud'homales soient retenues pour déterminer la représentativité, se retrouve ainsi sur la corde raide. En effet, si le syndicat réalise de bons scores dans les établissements où il est présent, « on est moins bons aux élections professionnelles car moins bien représentés dans les entreprises publiques », reconnaît son secrétaire général, Philippe Louis.

Le syndicat chrétien a certes connu une relative progression aux prud'homales depuis les années 1980. Mais, alors qu'en 2002 l'organisation était restée à la lisière des 10 %, son objectif de recueillir 15 % des voix apparaît aujourd'hui quelque peu chimérique. Un score que la CFTC devra pourtant réaliser pour espérer faire partie de ceux qui comptent.

À moins que, pour continuer d'exister, cette dernière ne s'inspire de la stratégie de regroupement engagée par la CFE-CGC et l'Unsa. L'alliance, qui devrait se concrétiser début 2010, a pour ambition de détrôner Force

ouvrière de sa troisième place au classement national. « En tant que syndicat catégoriel des cadres, nous échappons aux règles de la position commune », souligne Gérard Labrune, secrétaire général de la CFE-CGC. On aurait pu rester bien au chaud dans nos pantoufles, mais nous avons décidé de prendre le risque de diluer nos voix d'organisation catégorielle pour nous rapprocher de l'Unsa. » Même si on ne l'avoue pas comme tel, la fusion reste suspendue au score que réalisera le syndicat autonome. En attendant, la CFE-CGC entend recourir à un référendum populaire pour faire annuler la position commune, « un texte signé par deux organisations qui veulent régner sans partage », estime Gérard Labrune.

Loi de la ligne réformiste portée par toutes les autres organisations, l'union syndicale Solidaires incarne le va-tout contestataire. Elle entend démontrer son implantation dans le privé en atteignant la barre des 5 %. Même si les moyens manquent pour rivaliser. Le gouvernement, qui a dépensé plusieurs millions d'euros pour financer les campagnes des six autres centrales syndicales en lice, ne lui a rien attribué (voir



Désormais, les organisations devront recueillir au moins 10 % des suffrages au premier tour des élections professionnelles pour espérer figurer à la table des négociations.

## Les patrons aussi...

Du côté des employeurs, qui devront aussi élire leurs conseillers prud'homaux, l'heure est à la méfiance. «*De plus en plus de patrons pensent que la jurisprudence leur est défavorable, et certains appellent cette année au boycott des élections*», relève Dominique Andolfatto, maître de conférences à l'université de Nancy. Un tiers des électeurs ne se sont pas inscrits, et moins d'un quart de votants sont attendus aux urnes. Pourtant, l'enjeu est, là encore, d'importance. «*On sent monter un ras-le-bol d'employeurs qui n'ont plus envie d'être exclusivement représentés par le Medef, dont ils désapprouvent la ligne politique et les méthodes*», affirme Robert Baron, administrateur de la liste de l'Association des employeurs de l'économie sociale (AEES), qui avait recueilli plus de 11% des voix en 2002. La multiplication de listes dissidentes empêchera pourtant l'alternative de peser. «*Nous sommes aussi désavantagés par un amendement qui limite le vote des présidents d'association, estime Robert Baron. De plus, le gouvernement a décidé de ne pas subventionner notre campagne, il veut nous faire sortir du jeu.*»

P.G.

aussi l'encadré). «*Le gouvernement a décidé de nous évacuer des élections au prétexte qu'on avait fait un score trop bas en 2002 [1,5 %, NDLR]. Nous sommes en outre discriminés dans les médias. Même le CSA a reconnu qu'il n'y avait pas égalité de traitement*», s'insurge Thierry Lescant, coordinateur de la campagne. Reste que l'union a des chances de monter en puissance. Crédité d'une bonne image auprès des jeunes, notamment après sa participation active aux mouvements contre le CPE, elle pourrait bien rafler les voix des déçus du tournant réformiste de la CGT.

La CGT, qui se maintient en tête des prud'homales depuis 1979, connaît ainsi une érosion régulière. Et souffre de brouilles internes entre ailes réformiste et contestataire. Au point qu'à Douai, l'union locale CGT mène une liste concurrente de celle adoubee par les dirigeants nationaux. Quant à la CFDT, elle pourra vérifier si la stratégie un poil plus offensive de ces derniers temps est au final avalisée. Personne, pourtant, ne s'attend à un coup de théâtre : «*Certes, les résultats des prud'homales montrent des changements assez subtils. Mais ils dessinent des tendances fortes*», affirme Jean Grosset, secrétaire général adjoint de l'Unsa.

Pour capitales que soient ces élections, ni l'expérimentation du vote électronique à Paris ni l'assouplissement du vote par correspondance ne devraient suffire à enrayer l'abstention, qui atteint des niveaux records depuis vingt ans. «*Avec seulement un tiers de votants, les prud'homales sont de moins en moins représentatives*, constate Guy Groux, chercheur au Cevipof (centre de recherches politiques de Scien Po). *Les salariés votent pour des conseillers qu'ils pensent compétents plutôt que pour signifier leur mécontentement face à la politique actuelle.*» Et appréhendent de manière très technique une élection éminemment politique. Un malentendu qui pourrait coûter cher à la variété des contre-pouvoirs dans l'entreprise.

PAULINE GRAULLE



## À CONTRE-COURANT

PAR MICHEL HUSSON\*

# Sarkozy : un actif toxique

**F**ace à la récession, les réponses du gouvernement sont hallucinantes : travail le dimanche et/ou jusqu'à 70 ans, distribution de stock-options aux salariés, etc. Et il y a même eu un imbécile nommé Accoyer pour proposer l'amnistie aux exilés fiscaux. Comment expliquer, alors, que le gouvernement ne soit pas déconsidéré ? Il y a d'abord un effet de sidération devant la crise : on est au bord du précipice, on ne comprend pas bien ce qui nous tombe dessus, et tous ces milliards surgis de nulle part pour sauver les banques donnent le tournis. Il y a ensuite la tactique de Nicolas Sarkozy consistant à déplacer son activisme habituel au niveau européen, voire mondial.

Tout cela n'aura qu'un temps, et le nuage de fumée va s'estomper. On va s'apercevoir que les grands discours sur la régulation, la transparence, la coopération - ou la lutte contre les paradis fiscaux - ne sont que des postures permettant de se dispenser de mesures concrètes à l'encontre des financiers. Chaque État est en train de faire sienne la forte devise d'Angela Merkel : «*À chacun sa merde.*» Certes, l'ampleur de la crise les a contraints à un minimum de concertation, mais le refus farouche de tout plan de relance concerté montre que chacun réfléchit à sa propre voie de sortie, le cas échéant sur le dos des «*partenaires*».

**La seule chose** que l'Europe néolibérale ait conçue pour coordonner, c'est l'offensive contre les acquis sociaux. Quand on aura compris que Sarkozy n'est pas le sauveur de la planète et du «*bon*» capitalisme, tout le monde va redescendre sur terre et faire deux ou trois constats. Le premier, ravageur, est dans toutes les têtes : de l'argent, il y en a pour les banquiers, mais pas pour les salaires, les retraites, les hôpitaux, etc. On va voir ensuite émerger une légère contradiction entre les rodontades sur la relance européenne et la rigueur surréaliste du projet de budget français. On n'y trouve aucune des mesures qui permettraient d'amortir la crise, par exemple la revalorisation des minima sociaux, une véritable sécurité sociale professionnelle, un programme d'investissements publics, la taxation des revenus financiers, etc. Rien de tout cela, mais une baisse de la taxe professionnelle et des aides aux PME, et un appel assez pathétique aux préfets pour qu'ils veillent à la bonne distribution des crédits. Seuls les

contrats aidés réduiront un peu la casse, mais ils sont surtout un aveu d'impuissance, ou plutôt de refus de prendre des mesures plus consistantes.

**Constat suivant :** toutes les mesures prises depuis l'élection de Sarkozy vont accentuer les effets de la crise. Stefano Scarpetta, spécialiste en flexibilité à l'OCDE, fait ce pronostic : «*Les pressions seront très fortes sur les plus de 55 ans pour qu'ils acceptent de partir en retraite anticipée. Quant aux moins de 25 ans, pas ou peu diplômés, les portes des entreprises leur resteront fermées (1).*» Seulement voilà : en France, on va supprimer les dispenses de recherche d'emploi pour les salariés âgés, et il n'y a pas de minimum social pour les moins de 25 ans.

Autre exemple : les heures supplémentaires.

Leur progression provient surtout de la déclaration d'heures déjà faites. Mais les exonérations vont inciter les entreprises à y recourir plutôt que d'embaucher. La nouvelle loi votée cet été va encore faciliter l'allongement de la durée du travail, y compris pour les cadres au forfait-jours. Et le gouvernement envisage de faciliter le recours aux CDD dans les PME. Même Pierre Cahuc, fervent partisan d'un contrat de travail *light*, trouve que «*ce n'est pas parce que l'économie est en récession qu'il faut bouleverser le code du travail (2)*». Et le doute étire l'expert de l'OCDE cité plus haut : toutes ces réformes devraient «*permettre un meilleur fonctionnement des*

*marchés du travail*», mais «*qu'est-ce que cela va donner en période de récession ? Les demandeurs d'emploi auront beau être motivés, si les offres se tarissent, que se passera-t-il ?*». Bonne question.

Bref, au moment où le chômage repart à la hausse, toutes les «*réformes*» vont fonctionner comme des amplificateurs de crise et aggraver la situation de l'emploi. Cette conjoncture est finalement inédite : un désastre social s'annonce, mais le pouvoir s'obstine à mener une politique qui va en redoubler les effets. La majorité de la population est aujourd'hui littéralement encerclée par les offensives gouvernementales : emploi, pouvoir d'achat, Sécu, services publics, retraites, tout, absolument tout y passe. Toutes les conditions d'une explosion sociale sont ainsi réunies, et il n'est pas sûr que la pétrification du PS suffira à la désamorcer.

(1) et (2) *Le Monde* du 4 novembre.

**Cette conjoncture est inédite : un désastre social s'annonce, mais le pouvoir s'obstine à mener une politique qui va en redoubler les effets.**

## Un guarana pur, s'il vous plaît !

Les multinationales de l'agroalimentaire voudraient bien mettre la main sur le guarana des Satéré Mawé en Amazonie. Mais ceux-ci résistent, grâce au commerce équitable et à la valorisation de leur terroir.

« B

eaucoup pensent que l'Amazonie c'est le bout du monde. Au contraire, c'est le cœur et le poumon du monde », rappelle sereinement Obadias Batista Garcia, coordinateur du programme Warana (1) des Indiens Satéré Mawé au Brésil. Et cette tribu de 10 000 âmes est au cœur d'une lutte emblématique face à la prédation des multinationales de l'agro-industrie. Depuis les années 1990, elle se bat pour préserver son trésor, le guarana sauvage, contre les appétits des géants mondiaux des sodas et autres douceurs gazeuses.

Le guarana est connu pour ses vertus énergétiques et antalgiques depuis des siècles. Mais ce n'est que dans les années 1930 que le premier soda à base de guarana est créé par le dictateur brésilien Getúlio Vargas. Antartica, produit par AmBev (American Beverage), premier brasseur latino-américain, devient la boisson nationale et relègue le Coca-Cola au second rang. La marque américaine sortira son propre breuvage au guarana au Brésil dans les années 1960. Aujourd'hui, la bataille continue sur fond d'atteinte à la biodiversité. La pression est d'autant plus forte que le marché du guarana s'est mondialisé. La plante intéresse les fabricants de boisson en quête de produits « naturels », mais aussi les firmes cosmétiques et pharmacologiques.

Le groupe AmBev (Antartica, Brahma, licence de production de Pepsi, Heineken, etc.) s'est adossé depuis 2004 au premier brasseur mondial : le Belge Inbev. C'est à Maués, à une heure de pirogue de l'aire indigène des Satéré Mawé, que la société brésilienne a installé un laboratoire de recherche afin de standardiser et d'améliorer le rendement des plants de guarana. Pour convaincre les paysans indiens, métis et blancs d'étendre la culture en plein champ, la firme a rallié les autorités locales. Selon Maurizio Fraboni, socio-économiste de l'ONG Acopiama, qui soutient les Satéré Mawé, celles-ci poussent les producteurs à utiliser les semences, pesticides et engrais chimiques d'AmBev en contrepartie de crédits à la consommation octroyés par les banques locales. Les producteurs, peu au fait de la différence entre un prêt et une donation, s'endettent et vendent directement leur récolte à la mairie, qui la revend à AmBev. Selon Obadias Batista Garcia, 95 % des producteurs de guarana, mis à part les Satéré Mawé, ont acheté les semences du groupe AmBev.



La tribu des Satéré Mawé veut continuer de cultiver le guarana selon la méthode traditionnelle.

« Des conseillers municipaux se sont déplacés pour nous proposer les "clones" en échange de faveurs, raconte Obadias Batista Garcia, mais aucun Satéré Mawé n'a accepté. C'est contraire à notre culture de manipuler le guarana. » La résistance de la tribu provient de sa longue expérience. Elle se bat en effet depuis des décennies pour conserver sa culture et sa spécificité au sein de la population brésilienne. Un Conseil général de la tribu Satéré Mawé (CGTSM) préside aux destinées de la communauté, tandis que la commercialisation du guarana traditionnel avec des partenaires équitables (Guayapi tropical en France, CTM Altromercato en Italie) a permis de renforcer son indépendance économique.

De ce fait, les Satéré Mawé cultivent toujours le guarana selon la méthode traditionnelle en prélevant des souches sauvages pour les replanter autour de leur maison au milieu d'autres essences. La spécificité du mode de production sur le terroir d'origine permis aux quelque 550 producteurs indigènes d'obtenir une reconnaissance officielle de leur plante sur le modèle de nos appellations d'origine contrôlée.

Si l'organisation sociale des Sateré Mawé a protégé les producteurs de l'expansionnisme d'AmBev, tout risque d'appauvrissement de la biodiversité n'est pas écarté. La tribu a institué un sanctuaire écologique au sein de son territoire pour maintenir l'intégrité génétique du guarana sauvage.

Mais la proximité entre les zones indigènes et les zones de monocultures contrôlées par AmBev font craindre un phénomène de dissémination croisée des espèces, via la pollinisation des abeilles. Cette contamination de la plante sauvage par la plante standardisée, hypermajoritaire, fait craindre le risque d'un « appauvrissement génétique graduel », selon Maurizio Fraboni.

« L'objectif est d'organiser une ceinture de protection de l'ère indigène, qui s'étend sur près de 800 000 hectares », explique le socio-économiste. Pour cela, il faut convaincre les producteurs autour du territoire indigène de refuser les semences d'AmBev. « En faisant certifier bio et équitable notre guarana, nous avons valorisé notre produit. Cela a posé un gros problème aux multinationales car d'autres producteurs, non indigènes, ont voulu obtenir la même certification », raconte Obadias Batista Garcia. Les Satéré comptent sur cet engouement pour rallier les producteurs périphériques à une démarche éthique et équitable. Un défi face à des transnationales qui ont investi des dizaines de millions d'euros pour intensifier la culture du guarana au Brésil. Mais Obadias Batista Garcia en est sûr : « La lutte du peuple Satéré Mawé passe par la défense des peuples amazoniens menacés par la déforestation et l'agrobusiness. »

PHILIPPE CHIBANI-JACQUOT

(1) Nom traditionnel du guarana.

Guayapi Tropical, 73, rue de Charenton, 75012 Paris, 01 43 46 52 43.



## COMMERCE ÉQUITABLE

### Soutenir la Palestine

Premier réseau de commerce équitable en France, Artisans du monde lance une campagne de soutien aux droits fondamentaux du peuple palestinien. Elle vise à promouvoir les produits de Palestine issus du commerce équitable, notamment l'huile d'olive, le za'atar (mélange d'épices) ainsi que l'artisanat d'Hébron et de Bethléem (vaisselle peinte à

la main et articles en bois d'olivier). Le 29 novembre, Judeh Jamal et Issa El Shatleh, respectivement membre du conseil d'administration des Palestinian Agricultural Relief Committees et directeur de la Palestinian Farmers Union, seront en France pour le lancement de cette campagne dans le cadre de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. Fédération Artisans du monde, 53, bd de Strasbourg, 75010 Paris, 0156 03 93 53, [www.artisansdumonde.org](http://www.artisansdumonde.org)

## La Commission se réunit

La Commission nationale du commerce équitable (CNCE) n'avait jusqu'alors qu'une existence sur le papier. Cette instance publique créée par un décret de mai 2007, chargée de reconnaître les organismes de certification du commerce équitable, devrait tenir sa première réunion le 23 décembre après plusieurs reports de date, selon le secrétariat d'État chargé du Commerce. Elle nommera ses représentants, répartis par collèges. Outre la Plateforme pour le commerce équitable (PFCE), Max Havelaar et Artisans du monde, siégeront les représentants du gouvernement, les associations de consommateurs, les ONG et les entreprises.

## PHILANTROPIE

# Générosité très ordonnée

Nouveaux outils d'incitation au mécénat, les fonds de dotation présentés par la ministre de l'Économie contribuent à libéraliser le secteur.

« **F**aire sauter les cadres réglementaires » pour libérer la philanthropie. Tel est, selon la ministre de l'Économie, Christine Lagarde, l'objectif des fonds de dotation, dispositif né de la loi de modernisation de l'économie du 4 août dernier. Cette nouvelle structure d'incitation au mécénat, que Bercy aimerait voir se développer par centaines dès 2009, s'inscrit dans la stratégie globale du gouvernement de multiplier le recours au financement privé. Réduction fiscale pour les donateurs redevables de l'ISF, élargissement des partenariats public-privé, création de fondations universitaires, aujourd'hui ces fonds de dotation... Le développement d'une philanthropie à l'américaine est la formule toute trouvée pour faire passer la pilule du désengagement de l'État.

Cousu sur mesure pour permettre au musée du Louvre de faire fructifier les 400 millions d'euros empochés grâce à la vente de sa « marque » à Abu Dhabi, le fonds de dotation pourra aussi être géré par un individu. Calqué sur le modèle des *endowment funds* anglo-saxons, il permet aux particuliers, aux associations, aux secteurs privé et public de créer un fonds constitué d'apports en liquidités ou en patrimoine. Les produits du capital seront ensuite reversés aux institutions elles-mêmes dans le cas des hôpitaux, des musées et des universités, ou à des œuvres d'intérêt général. « Un particulier pourra financer la médiathèque de son quartier, et une multinationale mettre en place un circuit d'eau potable en Afrique », s'est réjouie Christine Lagarde, venue présenter la semaine dernière son bébé aux acteurs associatifs.

Aussi rapides à créer qu'une association - une déclaration en préfecture suffit -, les fonds de dotation, qui brassent des dizaines de millions d'euros, bénéficieront d'un contrôle léger. « Cette souplesse a du bon quand on sait le temps qu'il faut pour mettre en place une fondation, estime Marie-Stéphane Maradeix, directrice de la campagne de collecte de fonds de l'École polytechnique. Mais après des années de "rigidité" du système, où le statut des fondations a été encadré et protégé par des lois successives, les autorités publiques ont soudain lâché la bride du mécénat. Il faut espérer que cette libéralisation excessive ne nous fera pas revenir à certaines dérives passées. » Mais aussi redouter que les associations et fondations traditionnelles ne puissent supporter la concurrence. « N'importe qui pourra désormais faire appel à la générosité du public. Cela pose des problèmes en termes de transparence et de professionnalisme », remarque Nadia Roberge, présidente de l'Association française des fundraisers, qui regroupe les professionnels de la collecte de fonds.

Cerise sur le gâteau, les donateurs du fonds de dotation bénéficieront des dispositions relatives au mécénat. Soit une réduction fiscale de 66 %. Une aubaine pour les grandes fortunes, qui, en ces temps de prétendue traque aux niches fiscales, sauront y trouver leur intérêt. « C'est un gros cadeau fiscal », a même lâché Catherine Bergeal, directrice des affaires juridiques au ministère de l'Économie. À croire que, pour le gouvernement, la générosité doit profiter davantage à celui qui en use qu'à celui qui en bénéficie...

PAULINE GRAULLE

## On n'a pas attendu Sarkozy pour dénoncer le capitalisme



Crise financière, sociale et environnementale  
Analyses, propositions et entretiens  
Chaque semaine sur [www.politis.fr](http://www.politis.fr)



**Politis**  
L'hebdo indépendant et engagé



## « Un espace de dialogue autour du sida »

Pour la 20<sup>e</sup> journée mondiale contre le sida, le 1<sup>er</sup> décembre, et la 15<sup>e</sup> Conférence internationale sur cette maladie, du 3 au 7 décembre à Dakar, l'association Pistes relance le portail VIH.org. **Didier Jayle\*** en détaille les objectifs.

**L**e 3 décembre, l'association Pistes (Promotion de l'information scientifique, thérapeutique, épidémiologique) relance VIH.org, site inter-associatif de lutte contre le sida. Pourquoi cette refonte ?

**Didier Jayle :** VIH.org existe depuis 1996. Jusqu'à présent, c'était un portail passif qui prolongeait sur Internet la vocation des centres régionaux d'information et de prévention du sida (formant un réseau appelé le Crips, NDLR) : regrouper les informations, engager des actions inter-associatives et faire connaître les autres associations. Aujourd'hui, ce site devient un portail actif. On va également l'élargir aux organismes nationaux et internationaux (Agence nationale de recherche sur le sida, Fonds mondial de lutte contre le sida) et aux partenaires : les structures d'État, le ministère des Affaires étrangères et les laboratoires (GlaxoSmithKline, Bristol-Myers-Squibb...) soutenant *Transcriptases*, la revue scientifique de référence sur le sida qui sert d'assise au site : sa communauté scientifique et son comité éditorial participeront à VIH.org.

**VIH.org entend devenir le site de référence en matière d'information sur le sida. Quelle est sa priorité ?**

S'adresser en premier lieu aux gens concernés par le virus : personnes vivant avec le VIH, professionnels de santé, associations... Et être interactif : il manquait un espace de dialogue autour du sida sur un site bénéficiant d'une image scientifique. Or, on va retrouver sur VIH.org le caractère scientifique de *Transcriptases*. Depuis que le VIH s'est banalisé sur le plan médical et est devenu une maladie avec des traitements, la médecine a repris ses droits et le dialogue s'est réduit. Les échanges patients-médecins, très développés au début, sont moins présents. Les consultations se concentrent sur des points médicaux. Mais le besoin de comprendre, de connaître, de se tenir au courant se fait toujours sentir, notamment autour des traitements, de la prévention, des moyens de protection, de la transmission, sans oublier les enjeux éthiques.

Autre dimension importante : VIH.org s'adresse à l'ensemble de la communauté francophone, en France, en Europe, en Amérique, en Afrique...

Comment s'adresser à l'ensemble de la communauté francophone quand le sida touche 150 000 personnes en France et plusieurs millions en Afrique, et soulève des problématiques très différentes sur chaque continent ?

En Afrique, les patients sont souvent très isolés. Le web n'est pas encore tout à fait fonctionnel mais il s'installe à grande vitesse : on trouve des cybercafés un peu partout. L'idée, c'est que les patients puissent discuter à travers VIH.org avec d'autres patients et médecins du Sud mais aussi du Nord. Le fossé se réduit un peu : depuis un an, 2 millions d'infectés sont sous traitement en Afrique, et bientôt 5 millions. VIH.org va offrir un espace de parole, une sorte de place publique où des groupes d'échanges pourront se constituer. L'objectif, pour nous, c'est d'apprendre des personnes vivant avec le VIH en Afrique et d'avoir des correspondants là-bas, dans des associations ou des hôpitaux, qui participent au site. Certains sujets, comme les traitements de troisième génération, ne les intéresseront que comme un futur lointain. Mais ce qui importe, c'est que l'information passe aussi en Afrique : le sida s'est mondialisé, l'information aussi. Les messages de prévention ne peuvent être les mêmes sur chaque continent, mais les internautes choisiront.

Comment le portail va-t-il s'organiser ?

Comme un journal, avec un sujet d'actualité par semaine ouvrant sur un débat. Les internautes pourront aussi proposer des sujets de débat et lancer des discussions. Il y aura ensuite une partie consacrée à l'animation du réseau, pour relayer l'information des autres associations. Le Crips, avec lequel nous sommes en étroite collaboration, nous y aidera, en nous faisant profiter de ses contacts et de son agenda, qu'il va falloir redéployer pour recenser les actions et événements organisés jusqu'en Afrique. Enfin, on pourra trouver toutes les archives de *Transcriptases*, qui existe depuis dix-sept ans, en accès libre et sans publicité. On ne part pas de rien : nous bénéficions d'un fond, appelé à évoluer, et des expériences de *Transcriptases* et du Crips, qui fête aussi ses 20 ans.

**VIH.org est relancé pour l'ouverture de la 15<sup>e</sup> Conférence sur le sida et les infections sexuellement transmissibles, qui se tient du 3 au 7 décembre à Dakar. Quel est son enjeu ?**

Si 2 millions de personnes sont sous traitement en Afrique, on déplore 2,7 millions de nouvelles contaminations depuis 2007. On ne peut pas continuer comme ça. Il faut bouleverser la prévention, notamment en permettant que des approches originales et communautaires se mettent en place. C'est un vrai pari pour les associations et la médecine sur le continent. Des initiatives variées en direction de la communauté francophone ont déjà été prises : on a connu *Transcriptase Sud*, dont la diffusion s'est arrêtée, mais qui a été intégrée à *Transcriptases*... Aides a fait des choses très bien en essayant de mobiliser les homosexuels africains, alors qu'il y a quinze ans, ceux-ci « n'existaient pas ». Beaucoup ont eu des idées, mais jusqu'à présent rien n'a vraiment fonctionné. Il existe au moins une solidarité intellectuelle avec les pays du Sud, il faut aller plus loin. Le tissu associatif doit y aider.

PROPOS RECUEILLIS PAR INGRID MERCKX

\* Didier Jayle est directeur de la publication de VIH.org, il est également fondateur du Crips, ancien président de la Mission internationale de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) et initiateur de deux publications : *Transcriptases*, revue critique de l'actualité scientifique internationale sur le sida et les hépatites, et *Swaps* (Santé, réduction des risques et usage de drogues).



De plus en plus accessible en Afrique, Internet permet aux malades de sortir de l'isolement.



## Omerta sur le méthane

À Poznan, en Pologne, où le sommet des Nations unies sur le climat ouvre le 1<sup>er</sup> décembre, le CO<sub>2</sub> monopolisera les débats, éclipsant la lutte contre le méthane, pourtant urgente. À qui profite cette omission ?

**L**e consensus planétaire est enfin établi : il est urgent d'enrayer le dérèglement climatique, d'autant plus que les émissions de gaz à effet de serre croissent toujours de plus de 3 % par an. Et les projections les plus pessimistes des scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) sont déjà obsolètes. Ainsi, il est acquis depuis longtemps que la stabilisation du système climatique n'est pas envisageable avant 2100. Officiellement, il s'agit de ne pas dépasser 2 °C d'augmentation moyenne des températures planétaires. La casse écologique, économique et sociale serait de la sorte limitée, estiment les spécialistes. Mais la plupart confessaient en privé que cet objectif est désormais une utopie. Il faudrait avoir divisé les émissions de gaz à effet de serre par deux en 2050 (et même par quatre dans les pays industrialisés). Pour cela, il faut d'abord gagner une bataille bien plus proche : avant 2030, il est impératif d'avoir enclenché une baisse planétaire des émissions de près de 5 % par an en moyenne, sous peine de rendre la mission impossible.

C'est sur les énergies fossiles – pétrole, charbon et gaz – que se concentre l'essentiel des stratégies internationales : elles représentent 60 % du problème, émettrices d'énormes quantités de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>), le principal des gaz à effet de serre émis par les activités humaines. La crise du pétrole, et sa raréfaction prochaine, vient encore ajouter à l'extrême focalisation des efforts sur la maîtrise du CO<sub>2</sub>.

**Et les autres gaz à effet de serre ?** Pour tenir compte de longévités dans l'atmosphère et de nocivités climatiques très différentes, on rapporte leur « potentiel de réchauffement global » à celui du CO<sub>2</sub>. Ainsi, une tonne de méthane (CH<sub>4</sub>) « équivaut » à 25 tonnes de CO<sub>2</sub>. Cependant, comme les activités humaines en émettent « seulement » 355 millions de tonnes (Mt) par an (en 2004), contre 37 600 Mt pour le CO<sub>2</sub>, le CH<sub>4</sub> contribue à 15 % environ du réchauffement, ce qui le place au deuxième rang des gaz à effet de serre. Ceci dit, il faut apporter une précision d'une importance considérable aujourd'hui : cette hiérarchie, banalisée dans presque tous les écrits, n'est valable qu'un siècle après l'émission des gaz, soit l'horizon envisagé pour la stabilisation du climat.

Or, il en va très différemment si l'on se place en 2030, parce que l'essentiel du potentiel d'effet de serre du méthane s'exprime au cours

des premières années suivant son émission : une tonne de CH<sub>4</sub> « vaut » alors... 72 tonnes de CO<sub>2</sub>. Si l'on considère les émissions de 2000, l'impact du méthane sera équivalent en 2030 à celui de l'ensemble des combustibles fossiles !

Il ne s'agit pas de la découverte d'une gigantesque erreur de calcul : ces données sont publiques, publiées dans le rapport 2007 du Giec. Mais elles restent simplement ultraconfidentielles. Pourtant, elles débouchent sur une conclusion pratique de première importance : agir dès que possible sur les émissions de CH<sub>4</sub> (en plus du CO<sub>2</sub>) augmenterait notablement les chances de la communauté internationale de parvenir à stabiliser le climat.

« Hélas, les gouvernements ont pris le pli de considérer le méthane à l'horizon d'un siècle, et le Giec se garde bien d'attirer leur attention... », déplore l'association Global Chance par la voix de Benjamin Dessus et de Bernard Laponche, spécialistes de l'énergie. Auteurs de plusieurs communications sur le sujet (1), ils ont entrepris de convaincre les politiques de la justesse de leur analyse avant le sommet annuel des Nations unies sur le climat, qui se déroule à Poznan, en Pologne, du 1<sup>er</sup> au 12 décembre. Peine perdue, pour l'instant. « Nous avons rencontré des chercheurs

*du Giec, des institutions, des conseillers gouvernementaux, des politiques, des écologistes... Tout le monde acquiesce, mais rien ne bouge, c'est impressionnant ! Le terme méthane est même absent de la loi Grenelle, et les engagements climatiques de l'Union européenne pour 2020 sont muets sur la question. »*

**D'où vient le méthane ?** À 33 %, des fuites des systèmes énergétiques (extraction du gaz, du pétrole, etc.) ; puis de la fermentation des ordures ménagères ; et, enfin, de l'agriculture – à 15 % de la culture du riz, autant pour l'expiration des ruminants, essentiellement les bovins, et 8 % pour leurs déjections. Aussi, contrairement à une idée fausse mais répandue, maîtriser le méthane n'est pas un projet dirigé contre les pays du Sud ou les agriculteurs. Global Chance a d'ailleurs calculé que, sur les 30 % du CH<sub>4</sub> capturable d'ici à 2030 (et utilisé comme énergie), les deux tiers viendraient des secteurs de l'énergie et des déchets. Et avec des investissements peu onéreux, sans comparaison avec les mutations lourdes qu'impose la réduction du CO<sub>2</sub> – réseaux de transports en commun, isolation des bâtiments, etc.

Alors, pourquoi négliger une piste aussi prometteuse ? D'abord par une inertie des structures et des personnes : une lourde machine internationale anti-CO<sub>2</sub> s'est mise en route,



À Dresde, en Allemagne, où le réchauffement climatique a entraîné la montée des eaux de l'Elbe.

## En attendant Obama

La rencontre de Poznan, étape essentielle, doit lancer les négociations menant au sommet de Copenhague, qui fixera fin 2009 les contours de l'accord international succédant au Protocole de Kyoto, caduque à partir de 2010. On attend de l'Union un message fort. Mais les 27 pinaillent toujours sur leurs trois objectifs pour 2020, qui s'érodent de manière inquiétante :

- Réduire de 20% les émissions de gaz à effet de serre: le gros bonus - passer à 30% en cas de « *bon accord international* » - ne serait finalement pas automatique. Et, sous la pression de l'Allemagne et de la Pologne, on s'apprête à offrir beaucoup de quotas d'émission de CO<sub>2</sub> aux industries les plus polluantes. Par ailleurs, l'Union pourrait autoriser que les deux tiers du CO<sub>2</sub> puissent être compensés via la bourse de permis d'émission! Quant à l'aide aux pays du Sud face au dérèglement climatique, ce serait sur la base du volontariat.

- Réduire de 20% la consommation d'énergie... sans engagement contraignant.
- consommer 20% d'énergies renouvelables.

L'autout majeur de 2009 pourrait donc bien être Barack Obama: il a annoncé aux délégués de Poznan un retour des États-Unis au premier plan des négociations internationales contre l'effet de serre.

## FAUNE

### Les kangourous franciliens

Le 16 novembre, un wallaby, petite espèce de kangourou, a été capturé près des Andelys dans la région parisienne. La presse s'esbaudit et s'étonne en expliquant que c'est la première fois que l'animal australien est aperçu dans le coin. Ignorance étonnante: le wallaby de Bennett vit dans les forêts de l'Ouest parisien depuis qu'il s'est échappé d'un parc zoologique au début des années 1970. Et il se reproduit: la petite colonie, d'abord cantonnée dans la forêt de Rambouillet, essaime progressivement, au point de constituer une concurrence néfaste pour les autres herbivores. Il constitue ce que les naturalistes appellent une espèce invasive. D'autres animaux, relâchés bêtement ou accidentellement sur le territoire français, en infraction avec une loi de 1995, commencent à coloniser les espaces naturels aux dépens des espèces autochtones. Déjà menacée, la biodiversité française souffre de ce genre de concurrence. Trop d'animaux de compagnie, vendus par milliers par les animaleries, se sont installés avant que leur commercialisation ne soit interdite.

C'est le cas de l'écureuil de Corée, dont une dizaine de colonies ont été répertoriées en Île-de-France, gagnant progressivement le reste du pays. Car, démentant les prévisions des naturalistes, il se reproduit, chassant progressivement l'écureuil roux. Comme la tortue dite de Floride, que des dizaines de milliers de parents, lassés du désintérêt de leurs enfants pour la bestiole achetée quelques euros, ont balancée dans les rivières et les étangs. Leur population est actuellement estimée à au moins 500 000, et elles bouffent tout, entrant en guerre contre les tortues indigènes. La même inquiétude existe pour les perruches: échappées des cages ou libérées par des familles lassées, elles seraient au moins un millier à voler en France, dont environ 400 en Île-de-France. En attendant mieux et donc plus. Comme d'autres espèces exotiques, le réchauffement climatique les a sauvées. Comme de nombreux végétaux, insectes et oiseaux jusque-là inconnus. Sans oublier la grenouille-taureau (500 grammes pièce!), qui envahit tout l'ouest de la France depuis 1968.

Aux espèces invasives il faut ajouter les espèces envahissantes comme les sangliers qui, croisés, nourris et relâchés par les chasseurs qui en veulent pour leur argent, sont maintenant plus de 700 000 à ravager le territoire français. Au point, en 2007, d'avoir provoqué 23 millions d'euros de dégâts dans les cultures.

CLAUDE-MARIE VADROT

## Borloo, roi Soleil



GUYOT/AFIP

Les appellera-t-on un jour les « borlettes » ? L'ambition est classique pour un ministre: laisser une trace dans l'histoire. Jean-Louis Borloo fera des envieux avec son astucieux projet de doter chaque région d'au moins une centrale photovoltaïque (comme ici à Lunel). Il y faudra plus de 1000 hectares de terres bien exposées! Alors que les députés entravent le développement de l'éolien, locomotive de l'électricité verte en France, Borloo préfère un autre « *changement d'échelle majeur* »: bâtir une « *véritable industrie solaire en France* » pour multiplier par 400 la production photovoltaïque, qui passerait - mазette! -, de 0,0035% à 1,4% de l'électricité nationale. Borloo, faux ministre de l'Écologie, vrai ministre de l'Industrie!

## AGRICULTURE

### Alternatives paysannes

Échec du productivisme agricole, crises alimentaires (au Sud et au Nord), dégradation de l'environnement, marché fous... Oui, mais des alternatives existent depuis longtemps. Éprouvées, efficaces, robustes et même reproductibles à grande échelle, ces pratiques se regroupent sous le vocable d'agroécologie: une agriculture paysanne, appuyée sur les écosystèmes et en équilibre avec eux, locale, bio, solidaire, proche des consommateurs, etc. Plusieurs associations et universitaires organisent un remarquable colloque international (probablement le premier en Europe) sur ce foisonnement de solutions. Du 27 au 30 novembre, centre universitaire Jean-François-Champollion, Albi (Tarn), 06 78 48 82 50, [www.colloque-agroecologie-albi2008.org](http://www.colloque-agroecologie-albi2008.org)

## CONSTRUCTION

### Bâtir écolo

Les salons dédiés à la construction écologique fleurissent partout. Normal, c'est

un business qui prend son essor. Tant mieux, mais autant choisir. Nous, on préfère « Bâtir écologique ». Organisé par le bimestriel *la Maison écologique* et les associations Bâtir sain et Caseat, il propose des solutions authentiquement écologiques, traquant les matériaux gadgets et la com' creuse. La 5<sup>e</sup> édition, comme les autres, sera à faible impact environnemental: éclairage basse consommation, pas de moquette, une préférence pour les matériaux recyclables, etc. Bâtir écologique, du 28 au 30 novembre, grande halle de La Villette, Paris XIX<sup>e</sup>. Voir le site: [www.batirecologique.com](http://www.batirecologique.com)

## CONSOMMATION

### Journée sans achat

Indécence? Elle tombe plutôt à pic, celle-là, sur fond de « surtout consommez », même le dimanche (et pourquoi pas la nuit?), leitmotiv angoissé des soldats du « tout-économie » pour tenter de sauver le système embouti par la crise. Alors pas un liard dans la machine, ne serait-ce qu'une fois l'an, c'est une mesure d'hygiène mentale. On s'arrête et on réfléchit: c'est samedi 29 novembre. Des infos et des actions: voir le site [www.casseursdepub.org](http://www.casseursdepub.org)

et cette victoire récente provoque, notamment chez les climatologues, des réticences à l'idée de réorienter le message stratégique. Ensuite, d'énormes intérêts économiques sont désormais dans la balance. La promotion d'énergies sans CO<sub>2</sub> est une aubaine pour l'industrie du nucléaire, le français Areva en tête, qui redouble d'efforts pour vendre ses centrales. Le marché international d'échange de permis d'émission de gaz à effet de serre, qui comptabilise aussi la tonne de méthane à l'horizon 2100, verrait dynamitées les opérations de spéculations planifiées sur le CO<sub>2</sub> (2). Et ni Suez-Gaz de France - avec les fuites de son réseau - ni le monde agricole n'entendent inviter le méthane dans les débats...

Une seule institution s'est réellement intéressée au plaidoyer des deux experts: l'Agence française de développement (AFD). Ce n'est pas une surprise, convient Benjamin Dessus: « *Capter le méthane est peu coûteux, et il est même rentable de faire participer les pays du Sud à la réduction des gaz à effet de serre alors que l'on ne pourra pas les priver, dans l'immédiat, de consommer des énergies fossiles.* » Les pays industrialisés, qui « n'ont plus d'argent » dès que les négociations abordent le chapitre de la solidarité internationale, devraient tendre l'oreille...

PATRICK PIRO

(1) [www.afd.fr/jahia/Jahia/home/publications/documents/detravail/pid/4914](http://www.afd.fr/jahia/Jahia/home/publications/documents/detravail/pid/4914) sur le site de l'Agence française de développement.

(2) Lire le *Climat otage de la finance*, très instructif, d'Aurélien Bernier, Mille et Une Nuits, 163 p., 12 euros.

## « Il n'y a plus de liberté d'expression »

Procès à huis clos pour les complices du meurtre de la journaliste Anna Politovskaïa. Son rédacteur en chef dresse un sombre tableau de la situation de l'information.



Le 7 octobre 2006, la journaliste Anna Politovskaïa était assassinée à Moscou.

DEUX ANS APRÈS L'ASSASSINAT de la journaliste russe Anna Politovskaïa, la justice du pays déploie tous ses efforts pour que la vérité reste enfouie dans les arcanes du pouvoir et des luttes secrètes visant à enterrer définitivement la révolte tchétchène et à geler les libertés. Dans le box des accusés, ne figurent que des comparses et un officier du FSB (ex-KGB) qui a obtenu que le procès se déroule devant un tribunal militaire. Le ou les tireurs sont en fuite, et aucun des prévenus poursuivis pour complicité n'a fait de confidences sur les commanditaires. Le recours à une cour militaire laisse présager que le verdict sera conforme aux attentes du Kremlin, que les questions gênantes seront écartées. Au bout de deux jours, le juge militaire a ordonné le huis clos, excluant public et journalistes. Commentaire désabusé de Dmitri Mouratov, rédacteur en chef et directeur de *Novaïa Gazeta*, le bihebdomadaire où travaillait Anna : « Cette décision d'une soi-disant cour indépendante nous prive de la possibilité d'apprendre comment les services spéciaux, sur lesquels l'opinion publique n'a aucune prise, ont opéré. Nous savons que la justice ne voulait pas de ce huis clos, mais les pressions ont été efficaces. Difficile de dire quelles seront les conséquences de ce scandale. Nous allons tout faire pour la réouverture de débats publics. Si nous échouons, notre journal fera en sorte que tous les tenants et aboutissants de ce procès soient disponibles dans nos colonnes. »

Il est à craindre que le mystère du meurtre d'Anna Politovskaïa ne soit pas éclairci de sitôt. Pas plus que la mort suspecte de deux autres journalistes du même journal, dont l'un fut empoisonné. Morts violentes qui s'ajoutent à celles d'une vingtaine de journalistes russes depuis l'avènement de Poutine, et dont les circonstances n'ont pas été éclaircies. Dans la plupart des cas, il n'y eut jamais de procès,

les enquêtes policières n'ayant pas abouti. Il ne faut pas oublier que des journalistes avaient déjà été assassinés sous Boris Eltsine, et que quelques parlementaires trop remuants ont également péri sous les balles : la liberté de s'exprimer en Russie, réelle sous Mikhaïl Gorbatchev, poursuit sa courbe descendante. De restriction en dégradation, elle s'approche de la disparition ; et le pays plonge dans l'obscurité, voire, si l'on considère l'importance que prend l'Église orthodoxe, qui prône le créationnisme, dans l'obscurantisme.

Cette situation instaure un paradoxe que souligne Dmitri Mouratov : « Nous vivons dans un pays étrange : il n'y a plus de liberté d'expression, mais il reste la liberté d'avoir des informations. Les télévisions ne sont plus que des annexes du service de propagande du Kremlin, mais les gens intelligents ne regardent plus ces médias et ne lisent plus la presse officielle. Il reste la télévision par satellite, quelques journaux et surtout les sites d'information. Internet joue le même rôle, remplit la même fonction que les samizdats [journaux imprimés et circulant clandestinement, NDLR] sous l'URSS de Brejnev. Actuellement, la pire des situations est celle des journalistes de province. Un seul exemple : en ce moment, Mikhaïl Beketov, un confrère de la ville de Khimki, est en train de mourir à l'hôpital car il a été battu pour avoir critiqué la municipalité de sa ville. Il est devenu impossible de mettre en cause les administrations provinciales. Ces crimes contre les journalistes restent impunis. Parce que les autorités régionales ont compris le message du Kremlin : la presse ne peut exister que pour aider le pouvoir. Tous les journalistes sont face à ce choix : servir la société ou servir le pouvoir. »

La relation du conflit entre la Russie et la Géorgie a illustré cette situation : les Russes n'ont plus droit qu'à une vérité officielle distillée par leurs dirigeants. Tout comme ils se voient refuser l'aveu que leur pays est touché comme les autres par la crise économique et financière, les médias n'évoquant que ce qui se passe aux États-Unis et en Europe. Alors que les deux bourses de Moscou ont subi une véritable débâcle avec une baisse de plus de 70 %, que plusieurs grosses banques ont fait faillite et que les Russes ont commencé à vider les magasins. Tout au moins ceux qui en ont les moyens. Car, surtout en province, l'inflation ronge des salaires déjà misérables. Un sujet tabou. Commentaire de Victoria, consœur d'Anna : « Nous sommes murs pour l'avènement d'un nouveau tsar. »

CLAUDE-MARIE VADROT

### ICI...

#### Boutin face au mouoir

Une « réunion de travail ». Telle est la réponse de Christine Boutin, ministre du Logement, à la mort d'un sans-abri dans le bois de Vincennes le 22 novembre. Alors que près de 200 personnes vivent actuellement dans ce bois, dans des abris de fortune. Alors que quantité de réunions de travail ont déjà eu lieu et que les mesures à prendre d'urgence ont déjà été établies, notamment par la Conférence de consensus « Sortir de la rue » et le rapport du député UMP Étienne Pinte remis à François Fillon début septembre. Mais que fait la ministre ?

#### Double peine

Plus personne ne pourra l'ignorer : le cancer est facteur de précarité et d'exclusion. Le malade pâtit d'un « système de double peine », ont dénoncé les participants à la première Convention de la société face au cancer, le 23 novembre, à la Grande Arche de La Défense (Hauts-de-Seine). Difficultés à conserver ou à récupérer son emploi, accès au logement limité, blocages d'emprunts bancaires, dépistage tardif pour les plus défavorisés... Un Observatoire social national est chargé d'« évaluer les conditions de vie des malades ». Car le problème est devenu sociétal. Et général : une personne sur deux sera atteinte d'un cancer au cours de sa vie.

#### Que de grèves !

Alors que les huit principales centrales syndicales françaises se sont entendues, le 24 novembre, sur « le principe d'une mobilisation massive des salariés au



début de l'année 2009 », les journées de grève et de mobilisation s'enchaînent à un rythme accéléré. Après la grève à la SNCF, qui fait suite à celle des postiers et des enseignants, une grève est prévue dans les Caisse d'épargne le 28 novembre. Le 1<sup>er</sup> décembre, ce sera au tour des salariés de

l'ANPE et des urgentistes, sans parler des nombreuses grèves locales ou sectorielles qui se multiplient dans les commerces, les transports, l'industrie, etc. « Quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit », claironnait Nicolas Sarkozy. Sans blague !

### LE CHIFFRE

# 800 000

euros et plus, c'est ce que versera La Poste à 176 salariés du Finistère et du Morbihan pour éviter un procès retentissant qui était prévu en février 2009. Ce n'est pourtant qu'un début, car après une longue bataille juridique et des négociations à rebondissements, La Poste admet avoir embauché en CDI des centaines de salariés en CDD sans tenir compte de leur ancienneté (qui pouvait s'élever de 3 à 10 ans en CDD). Pour le syndicat SUD-PTT, qui a porté l'affaire devant la justice prud'homale, la somme versée aux 176 salariés correspond à six siècles de reprise d'ancienneté et aux dommages et intérêts pour le préjudice subi. La Poste risque de devoir mettre à nouveau la main à la poche sur le reste du territoire.

## EN DEUX MOTS...



La bague que portait Rachida Dati au Sénat, et que *le Figaro* a effacée sur une photo, s'appelle « Liens » de chez Chaumet.

« Chaînes » de chez Mauboussin et « Menottes » de chez Van Dinh n'étaient pas assez chères ?

OLIVIER BRISSON

## ...ET AILLEURS

### Dialogue interpalestinien

« Si vous n'acceptez pas de reprendre le dialogue de réconciliation avant la fin de l'année, je convoquerai des élections générales. » C'est en substance l'ultimatum lancé lundi par le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, au Hamas. Problème : l'Autorité palestinienne détient dans ses geôles de Cisjordanie de nombreux militants du Hamas. « Détenus politiques », s'indigne le mouvement islamiste, qui demande leur libération avant de reprendre le dialogue. Des élections anticipées pourraient remettre en cause la majorité du Hamas acquise au sein du Parlement depuis sa victoire électorale de janvier 2006. Normalement, le mandat de cette assemblée n'expire qu'en janvier 2010.

### Nucléaires : les irascibles

Le Liban est, depuis mardi, le 148<sup>e</sup> État à ratifier le Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT). Mais, pour entrer en vigueur, le CTBT doit encore être ratifié par la Chine, la Corée du Nord, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, l'Iran, Israël, le Pakistan et les États-Unis. Il se dit que l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie pourraient prochainement entamer la procédure de ratification. Les pays irascibles ne seraient plus alors qu'au nombre de six.

### Plan B comme Brown



Le plan de relance budgétaire du Premier ministre britannique Gordon Brown devrait faire les gros titres en France. Deux des principales mesures retenues y ridiculisent les orientations budgétaires françaises et le paquet fiscal très favorable aux plus riches. Au pays de la City reine, le gouvernement prône une baisse de la TVA de 2,5 points (de 17,5 % à 15 %) au 1<sup>er</sup> décembre, en partie compensée par le passage de 40 à 45 % du taux d'imposition des contribuables les plus riches, dans deux ans, certes... Une mesure qui ne ravit pas Nicolas Sarkozy, qui a rejeté cette idée sans doute trop à gauche.

## Vu !

### Racisme et spectacle

Invité le 13 novembre à un débat sur Arte sur le métissage, Éric Zemmour, squatteur des plateaux télé, s'est lancé dans une défense enflammée de l'existence des races comme on n'en avait plus entendue depuis Le Pen. Pour l'éditorialiste du *Figaro*, les races sont reconnaissables « à la couleur de la peau », une opinion que les scientifiques ont depuis longtemps analysée comme étant du seul ressort idéologique, sans aucune justification biologique. C'est exactement ce qu'a démontré lors de l'émission l'un des contradicteurs de Zemmour, le philosophe Vincent Cespedes. Mais les spectateurs n'ont pu s'en rendre compte : son argumentation, trop intellectuelle sans doute, a été coupée au montage...

## Entendu !

### Satisfecit

Content de lui, Xavier Darcos, le 21 novembre sur France Inter. « J'ai signé 15 accords en dix-huit mois avec les partenaires sociaux, est-ce qu'un ministre a déjà fait plus ?, a-t-il lancé en ce lendemain de grève massive dans l'Éducation. Qui a fait en sorte que l'école soit son propre recours, qu'il y ait deux heures de soutien en primaire, un accompagnement éducatif au collège, des stages d'anglais pour les lycéens, des cours d'été dans les 200 lycées les plus difficiles ? C'est moi ! Alors, si quelqu'un défend le service public, c'est moi ! » Mais qui supprime 11200 postes en 2008 et 13 500 en 2009 ? Qui précipite la réforme du lycée ? C'est lui ! D'où la grève du 20. Et les États généraux des lycées, le 29, à Saint-Ouen.



## Chavez, le mal-aimé...

Hugo Chavez n'a décidément pas de chance avec les médias occidentaux. Son nom n'est jamais prononcé ni écrit sans être accolé à l'épithète « populiste », dont on ne sait plus très bien ce qu'elle signifie à force d'abus, et le soupçon de « dictature » plane dans la plupart des articles. En dix ans d'exercice du pouvoir, le président vénézuélien en était pourtant dimanche à la douzième consultation électorale, dont un référendum perdu en 2007. Ce qui fait beaucoup d'expressions incontestées du suffrage universel pour une « dictature ». Le scrutin du 23 novembre n'a pas davantage échappé aux jugements négatifs. À en croire *le Monde*, c'est l'opposition « qui a marqué des points » aux élections locales. Tandis que *le Figaro* titrait : « Chavez gagne mais l'opposition se renforce ».

Difficile de comprendre sous ces titres que le Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) du Président Chavez l'a tout de même emporté dans 17 des 22 États en lice (le pays est organisé administrativement en « États »). Ce qui constitue tout de même une très confortable victoire. D'autant plus que les partisans de Hugo Chavez ont reconquis trois États tombés aux mains de chavistes dissidents. Le principal accroc pour le régime étant la perte de la mairie de Caracas, capitale du pays. Pour le reste, les élections locales ont largement confirmé la sociologie du pays : les États les plus riches à l'opposition ; les régions pauvres et à dominante rurale restant dans le giron du pouvoir. La politique d'aide sanitaire et d'alphabétisation des quartiers pauvres assurant à Hugo Chavez une grande popularité. Et puis ce nouveau succès n'est pas « au rabais » : sur les quelque dix-sept millions d'électeurs appelés aux urnes, 65 % ont voté.

D. S.

## Lu !

### « Un journal anxiogène »

C'est dans *le Canard enchaîné* que les journalistes de RFI ont récemment appris la prochaine « extinction » du journal du Moyen-Orient, créé il y a dix ans par Kamel Djaidar. Depuis, la suppression de ce rendez-vous très prisé des auditeurs et des spécialistes de la région, a été confirmée par la direction de RFI pour la mi-janvier. Motif : il s'agirait, selon Christine Ockrent, directrice générale de la holding France Monde, et épouse du ministre des Affaires étrangères, d'un journal « anxiogène ». Comme devait l'être le magazine « Géopolitique », de Richard Labèvière, brutalement supprimé en plein mois d'août. Mme Ockrent a raison : les informations en provenance des territoires palestiniens ou d'Irak sont anxiogènes. Le mieux est de n'en plus parler...

### Égalité

Pour rendre compte de « la zizanie » qui « se poursuit après le vote des militants socialistes » et oppose Ségolène Royal à Martine Aubry, *Libération* (24 novembre) qualifie le PS, en gros titre sur sa une, de « Parti suicidaire ». En 1990, après le pitoyable congrès de Rennes, qui n'avait pas permis de départager Laurent Fabius et Lionel Jospin, *Politix* avait titré ironiquement « Bravo les mecs ! ». Les meufs n'ont plus rien à leur envier.

### Contradiction

« Les Français veulent de l'argent... et du temps », nous assure *le Parisien* (24 novembre) sur la foi d'un sondage. Peut-être... mais ils ont voté « travailler plus pour gagner plus ».

## « Le corps est une arme »

Le plasticien anglais Steve McQueen passe à la réalisation en s'attelant aux mouvements de protestation des membres de l'IRA emprisonnés en 1980. Il explique comment le travail sur l'image peut rendre la violence regardable.

P

ourquoi avoir fait un film autour de la grève de la faim de Bobby Sands, mort le 5 mai 1981, et pourquoi cette figure de la résistance républicaine irlandaise apparaît-elle assez tard dans *Hunger*?

**Steve McQueen :** Ce qui m'intéressait, c'était moins la personne de Bobby Sands que ce qu'il représente, c'est pour cela qu'il n'apparaît pas tout de suite. Je voulais surtout évoquer la situation de quelqu'un qui se met en grève de la faim. Il y en a régulièrement dans des prisons du monde entier. Sauf que le mouvement des « Blanket and No-Wash Protest » (révolte des couvertures et de l'hygiène) et la grève de la faim collective qui a suivi se sont tenus en Europe, et non dans un pays lointain. Je ne voulais pas faire un documentaire mais une fiction sur cette histoire que tout le monde connaît déjà un peu. En tant qu'artiste, je voulais présenter les choses à ma façon.

Vous avez été, pendant un temps, « artiste de guerre ». Qu'est-ce que cela signifie ? Y a-t-il un lien entre ce statut et votre film ? Y a-t-il un écho entre le « Blanket and No-Wash Protest » et l'actualité récente, à Guantanamo ou en Irak, par exemple ?  
 Mon statut « d'artiste de guerre » n'a rien à voir avec le projet du film. C'était une opportunité : quand le War Museum m'a nommé « National War Artist », j'y ai vu l'occasion d'aller faire un travail sur les soldats britanniques et les hommes morts en Irak. D'où l'installation « Queen and Country », une série de timbres non à l'effigie de la reine mais de soldats tués. Il n'y a pas de lien entre la grève de l'hygiène et des couvertures à la fin des années 1970, et la guerre en Irak ou le camp de Guantanamo, excepté dans la manière dont les prisonniers sont traités. Je n'ai pas cherché à faire un lien moi-même, mais il y a, disons, comme une « bonne coïncidence ».

Pourquoi était-ce important de faire entendre la voix de Margaret Thatcher dans ce film ?

Je trouvais intéressant de situer le conflit entre deux extrêmes : les prisonniers de l'IRA et la Dame de fer, qui refusait d'entendre leurs

revendications. On ne voit pas Thatcher car je voulais m'en tenir à un « focus » sur la prison. Faire entendre sa voix permet de l'introduire dans ce huis clos et, dans le même temps, d'ouvrir un peu la prison sur ce qui se passait à l'extérieur.

Il y a deux parties dans le film : la première en prison, autour de la violence infligée aux prisonniers. La seconde autour de Bobby Sands et de la violence qu'il s'inflige (et que son interprète, Michael Fassbender, s'est infligée en partie). Entre les deux, une scène mémorable où Bobby Sands débat avec le prêtre Dominic Moran (Liam Cunningham). Comment avez-vous écrit cette scène ? Comment résumer sa portée ?

Cette scène était ma première idée : je voulais montrer deux personnes qui partagent les mêmes objectifs mais pas les moyens d'y parvenir. Bobby Sands et Dominic Moran sont un peu comme les joueurs de tennis John McEnroe et Jimmy Connors. L'un campe un attaquant qui veut gagner rapidement le match, l'autre une stratégie à long terme, un travail de

fond, d'endurance. Dans le film, il s'agit moins d'un affrontement que d'une conversation qui oppose les raisons de vivre aux raisons de mourir. Ce dialogue est le résultat de cinq ans de recherches. Tout est écrit dans cette scène, même quand Bobby Sands tousse et fume. La seule chose qui n'était pas prévue, c'est ce plan sur sa fumée de cigarette.

Les cercles de merde sur les murs des cellules, les ruisseaux d'urine dans les couloirs, les bleus et les escarres sur la peau, les taches de sang sur les draps : il y a une dimension graphique dans votre manière de filmer les marques de la violence. Était-ce pour la rendre « regardable » ?

La violence et l'art sont deux choses distinctes. Les cercles de merde sur les murs des cellules n'ont rien de commun avec une toile, ils représentent une forme de protestation visible, palpable. La matière est importante dans le film, mais jamais le sang ne sera de la peinture. Il restera du sang. En filmant les tâches que les blessures laissent sur les draps, je ne voulais montrer ni quelque chose de médical ni quelque chose d'esthétique, mais une réalité brute. Comme les coups sur la peau. Quand on veut montrer aux gens quelque chose d'horrible, il faut attirer l'œil par un autre biais que la violence, comme le travail sur l'image et une certaine utilisation de l'environnement. Pour pouvoir regarder l'horreur, il faut lui trouver quelque chose d'attractif. Quand Sid Vicious, le chanteur des Sex Pistols, crache sur la foule en concert, il est adulé par les spectateurs. Pourtant, il leur crache dessus...

Dans *Hunger*, le corps humain est successivement nudité totale, dernière arme, dernière chose que l'on possède, dernier lien avec la vie et le regard... Comment faites-vous du corps humain un objet politique ?

Le rôle du corps est de tout faire pour assurer sa survie. Le corps m'intéresse car il montre comment l'environnement influe sur une personne montrant son corps, et non sur la personne elle-même. Je ne sais pas si le corps peut être un objet politique. Mais, pour moi, il peut être un outil, et il est indéniablement une arme.

PROPOS RECUEILLIS PAR INGRID MERCKX





Bobby Sands (incarné par Michael Fassbender) face au prêtre avec qui il s'affronte sur le bien-fondé d'une grève de la faim.

## Martyr de guerre

Avec « *Hunger* », qui relate la grève de la faim menée jusqu'à la mort par le militant républicain irlandais Bobby Sands, Steve McQueen a réalisé un grand film, par sa forme et par son sujet, d'une portée universelle.

**GRANDE FIGURE DE L'ART CONTEMPORAIN**, l'Anglais Steve McQueen n'a pourtant pas réalisé avec son premier long-métrage de fiction, *Hunger*, un « film d'artiste », sans scénario, étranger à la narration, ou pire, *arty* (ce terme branchouille pour dire « maniéré »).

*Hunger* est incontestablement un *grand* film de cinéma. Par sa forme et par son sujet, énorme pour tout citoyen britannique, et qu'on aurait bien vu traiter par les plus illustres cinéastes du Royaume-Uni, Ken Loach en tête : la grève de la faim (« *hunger* » en anglais) que Bobby Sands, pendant soixante-six jours d'un interminable supplice, a menée jusqu'à son terme, devant l'inflexibilité meurtrière de Margaret Thatcher, qui, au début des années 1980, inaugurerait en Europe de l'Ouest l'ère des gouvernements réactionnaires décomplexés.

Avec une intelligence narrative qui ressemble à de la pertinence politique, Steve McQueen ne focalise pas son récit dès le début sur Bobby Sands (Michael Fassbender, un comédien irlandais comme tous ceux qui sont dans le film). Il ne l'héroïse pas (ce qui ferait de lui un vulgaire « *people* »), mais prend le temps de le situer parmi les détenus de l'IRA, dont il est un des leaders, qui poursuivent depuis des années une grève de l'hygiène dans la prison où ils sont incarcérés, afin d'obtenir le statut de prisonniers politiques. Images hallucinantes de ces murs de cellules que les républicains recouvrent de leurs excréments, nus sous une couverture – parce qu'ils refusent la tenue du prisonnier de droit commun –, cheveux et barbes recouvrant leur visage. Images d'une violence incroyable, aussi, infligée aux détenus par les surveillants ou les « CRS » anglais, dont le film adopte par moments le point de vue, pour montrer qu'ils en paient, parfois, le prix.

Il faut voir *Hunger* pour se rappeler ce que signifie filmer la violence sans effet ni complaisance. Si Steve McQueen n'a pas adopté la posture artiste pour réaliser son film, il ne s'est pas départi de sa réflexion sur les images, qui ne date pas d'hier.

*Hunger* est bien un film de guerre, ancré dans un pays, une époque, mais sa portée est universelle. Il montre comment un engagement total, au nom d'une idée, peut permettre à un individu de résister à des épreuves limites, et même l'amener à s'autodétruire, le corps devenant l'arme ultime à disposition. Là encore, le cinéaste ne cherche ni à célébrer ni à dénoncer. Steve McQueen préfère mettre en perspective ce qui motive une telle radicalité. En plan large puis en champ-contrechamp, et d'une durée de plus de vingt minutes, une séquence phénoménale oppose un prêtre venu discuter avec Bobby Sands à la demande de celui-ci. Les deux hommes s'affrontent sur le bien-fondé d'une grève de la faim à l'issue certaine, que le militant estime être un acte « juste » et nécessaire quand le religieux la qualifie de « suicide ». Confrontation de deux croyants, chacun à sa manière, où la pensée en action de part et d'autre semble filmée en temps réel, et où se joue la mort d'un homme, mais aussi la signification de son existence.

La dernière partie du film est concentrée sur la déchéance physique de Bobby Sands, qui n'est autre que le corollaire de sa volonté indestructible. Un envol d'oiseaux, quelques images d'enfance permettent une fugace échappée. Mais jusqu'au bout Steve McQueen rejette toute forme d'esthétisme ou de poétisation de la mort. La souffrance du corps martyr de Bobby Sands est totalement insupportable.

CHRISTOPHE KANTCHEFF

### ARTS PLASTIQUES

## Portraits balzaciens

Des personnages de « la Comédie humaine » représentés par des artistes contemporains.

**QU'ON SE SOUVIENNE :** le colonel Chabert, Eugénie Grandet, le père Goriot, Madame de Mortsau, Vautrin, Henri de Marsay, Béatrix... Un poétique débris du règne de Louis XV, des figures de vierge, des vieillards atrabilaires et maigres, des malicieux trapus et carrés, des impérieux, de fameux gaillards, des voluptés dévorantes ou désolantes, « *dérobées au pinceau par leur vulgarité même* ». Toute une humanité en transe de mesquinerie, d'avarice, de ridicule, de labeurs aussi ou de noblesse altière. Ici des gouapes infectes, des histrions englués dans les défaites intimes, là des rats des champs comme de la ville, des bourgeois, des artisans de caractère, des besogneux à l'infini. Autant de personnages nourrissant *la Comédie humaine*, sur lesquels Balzac s'est concentré, étirant la description. Non sans lancer un soupçon de défi aux artistes quand « *il y a là des beautés à désespérer la peinture* ».



NELLY MAUREL

Le pari des éditions du Chemin de fer repose sur la réplique. Aux mots balzaciens, le crayon, l'huile, le bois. Une trentaine de portraits exécutés par des plasticiens contemporains. Des portraits qui ont de la gueule, une verve. Élisabeth Baudoyer (par Émilie Brisavoine) aux allures de belette, Isidore (par Mélanie Delattre-Vogt) affublé d'une tête d'hydrocéphale, Eugénie Grandet déstructurée (par Claudia Huidobro), Madame de Mortsau (par Vincent Bizien) délavée dans la gouache grise, Vautrin (par Georges Autard) plastronnant sous l'ébauche. Ou encore le père Goriot (par Esteban Royo, photographié par Jean-Luc Paillé), enchâssé dans un cadre en bois, façon cercueil, à la verticale, sa silhouette maigre évoquée par une tige de fer surmontée de trois transversales en guise de tête. Des visages fondus dans la matière, des silhouettes esquissées, vives et nerveuses, des trognes exagérées, aux traits grossiers, accablées par les illusions perdues.

Plus qu'une déambulation dans l'imaginaire balzacien, une brinquebale avec sa foule de personnages, ponctuée d'extraits de *la Comédie humaine*. Où l'on observe combien la représentation fidèle n'est pas l'aboutissement mais un début, non une fin en soi mais une possibilité.

JEAN-CLAUDE RENARD

Figures Balzac, 36 portraits de la Comédie humaine, éditions du Chemin de fer, 104 p., 24 euros.

## GASTRONOMIE

### L'art de cuisiner la langue

Tandis qu'on réédite Escoffier, Mark Crick propose de savoureux pastiches autour de la table.

C'EST AUGUSTE ESCOFFIER qui va maudire. Retourné dans sa tombe. Escoffier, père de la cuisine moderne. Grand codificateur. Une place pour toute chose, chaque chose à sa place. Fêru des poids et mesures, farouche aux approximations. Dans l'entre-deux guerres, il emboîte le pas du taylorisme, réforme l'organisation du turbin : le garde-manger, responsable de l'approvisionnement ; l'entremettier, chargé des potages et desserts ; le rôti, pour les rôtis, les grillades et les fritures ; le saucier ici et le pâtissier là. Du rationnel passé au gril. Son *Guide culinaire*, réédité, est une somme d'exercices pratiques, de chiffres, de portions, de proportions et peu de lettres. Du pur jus classique, où tout est carré.

Journaliste, photographe, Mark Crick a pris le contre-pied d'Escoffier. Foin des mesures mais du verbe. S'inspirant dans la tradition des Proust et Queneau, l'auteur anglais livre une quinzaine de pastiches puisant dans un pan de l'histoire de la littérature mondiale. Des pastiches comme autant de petites nouvelles. Sans tomber dans le travers des clichés (la tête de cochon, ou plutôt la fin des haricots secs, selon Céline, le bortsch selon Tolstoï). S'attablent successivement Chandler, Austen, Calvino, Woolf, Mann, Sade, Proust... Embarqués tous en boustifaille. Kafka compris, pour une soupe miso imprévue, donnant le titre du recueil, dans l'intrusion troublante d'une poignée d'hôtes, membres de commission rogatoire dépourvus de rigolade. Façon Garcia Marquez, un coq au vin « dans l'agonie du jour ». À la manière de Steinbeck, pour un risotto végétal, des bolets gisant « secs et racornis, chaque tranche morte de soif, au teint de terre brûlée ». Puis une sole à la dieppoise, trempée dans le vin blanc, le jus de moules et le dandysme chez Borges, suivant Pinter, une pièce en un acte, le temps d'une ciabatta grillée à l'aubergine et nappée de mozzarella. Un joli fagot qui, mine de rien, replace la gastronomie à sa place. Dans l'escarcelle de la littérature.

JEAN-CLAUDE RENARD

Le *Guide culinaire*, Auguste Escoffier, Flammarion, 942 p., 32 euros.

La *Soupe de Kafka*, Mark Crick, éditions J'ai lu, 122 p., 6 euros.

## LITTÉRATURE

### Prix Wepler

Quand la saison des prétendus prix littéraires est achevée, vient l'annonce du prix Wepler-Fondation La Poste, créé par la librairie des Abbesses, qui existe maintenant depuis onze ans, renouvelle chaque année son jury (composé de libraires, de critiques et de lecteurs, dont une détentrice du centre pénitentiaire de Rennes), et qui affiche un palmarès enviable, témoignant de ce que l'exigence et la singularité littéraires en sont le critère premier. Ainsi, après Olivia Rosenthal l'an dernier, c'est à Emmanuelle Pagano que le prix a été décerné le 24 novembre, pour *les Mains gaminées*, publié par les éditions POL, un roman construit sur le rythme des flux de conscience autour d'un drame enfoui, un viol commis sur une enfant par les garçons de sa classe de CM2. La mention spéciale du jury revient, elle, à Céline Minard pour *Bastard Battle*, aux éditions Léo Scheer.

## REVUE Vertigo



Revue d'esthétique et d'histoire du cinéma, *Vertigo* consacre son dernier numéro au Japon, pays invité du festival d'automne pour son édition 2008. Au sommaire, notamment, le cinéaste Shinji Aoyama, l'auteur, entre autres films, d'*Eureka* (2000) et de *Sad Vacation* (2007). *Vertigo*, n° 34, Capricci Éditions, 14,80 euros.

## THÉÂTRE



« En manteau rouge le matin traverse la rosée qui sur son passage paraît du sang », un beau titre directement emprunté au dialogue de « Hamlet ».

### À la santé de Shakespeare

À Dijon, Matthias Langhoff fait de « Hamlet » un délirant cabaret plein de vie et de surprises.

AVEC LA PRISE EN MAIN du Centre dramatique de Bourgogne par François Chattot, le climat théâtral à Dijon est passé de l'austérité à l'agitation partageuse. Car ce grand, cet immense comédien qu'est Chattot est un artiste qui aime le public, multiplie les spectacles et les rencontres, fait fuir l'esprit de sérieux, accumule les effets de surprise, court sans s'essouffler des farces médiévales à la littérature contemporaine. Comme il a souvent travaillé avec le metteur en scène français d'origine allemande Matthias Langhoff, Chattot a invité ce dernier à mettre en scène *Hamlet*.

Voilà qui est fait mais, là aussi, l'étonnement est au rendez-vous. La pièce ne s'appelle plus *Hamlet*, comme indiqué sur le programme, mais *En manteau rouge le matin traverse la rosée qui sur son passage paraît du sang*. Beau titre, encombrant sur une affiche, mais de Shakespeare, puisque emprunté au dialogue de la pièce.

Langhoff monte, selon sa formule, un « cabaret Hamlet ». Dans l'ancienne église où ont lieu les représentations, l'aire de jeu dessinée par Langhoff se démultiplie avec une alvéole centrale, une scène colorée pour orchestre, une passerelle en équerre qui passe parmi les spectateurs des premiers rangs, des projections de tableaux qui changent sans cesse l'atmosphère graphique. Mais plus qu'une grosse machine, c'est un artisanat théâtral varié qui se met en œuvre. L'imagination et l'énergie sont au pouvoir. François Chattot incarne Hamlet en colosse, une jambe dans une culotte

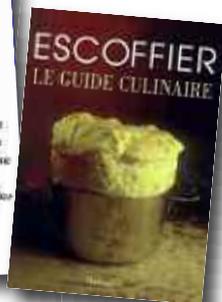
courte et l'autre dans un pantalon long. De sa voix percutante, il fait sonner les répliques assassines du prince du Danemark et, dans un tourbillon, va à la rencontre des autres personnages, une Ophélie plantureuse, une Gertrude en robe lamée, une Horatia remplaçant Horatio, un Polonius black et un Claudius guindé comme un professeur pontifiant.

La pièce, traduite par Jörn Cambreleng, est vraiment jouée mais entrelardée de numéros de tous ordres. On chante en anglais, en allemand. « *Être ou ne pas être* » est mis sur toutes sortes de musiques. L'orchestre se déchaine sur différents tons et récupère le cheval gris venu jouer dans l'une des premières scènes, qui se place sagement parmi les instrumentistes. Il y a aussi une meneuse de revue peu vêtue avec une rose noire sur le sexe. Ce furieux charivari ne connaîtra pas de temps mort et se prolongera jusqu'à l'envol des personnages happés par des cordes.

*En manteau rouge...* mêle les générations. Chattot et Langhoff retrouvent leurs camarades, le décorateur Jean-Marc Stehlé intervenant ici comme acteur, les comédiens Jean-Claude Jay, Agnès Dewitte, Emmanuelle Wion. Ils sont rejoints par de nouveaux venus, Patricia Pottier, Anatole Koama... Ces quatre heures gagneraient à être resserrées mais elles ont la santé furieuse du théâtre qui empêche le monde de tourner en rond.

GILLES COSTAZ

En *manteau rouge...*, Théâtre Dijon-Bourgogne, 03 80 30 12 12. Jusqu'au 6 décembre, puis en tournée.



## TÉLÉVISION

### Une cause majeure

À travers le travail de deux juges pour enfants, un plaidoyer pour la protection des mineurs.

AGRESSIONS, VOITURES BRÛLÉES, trafics de stupéfiants. Le plus souvent, c'est par la délinquance des adolescents que l'on parle de la justice des mineurs. Le grand public sait moins que cette justice a pour mission de protéger les plus jeunes. Un rôle assuré par la profession de juge pour enfants. Trois dossiers traités sur cinq concernent en effet « des enfants en danger », signalés par les familles, les services sociaux ou les écoles. Abandon, maltraitance, déscolarisation ou défaut de soins. La justice intervient donc pour les protéger du monde extérieur, des parents et parfois d'eux-mêmes.

Adrien Rivollier avait côtoyé la question de la justice des mineurs en réalisant un documentaire sur un centre éducatif fermé (*Point de chute*, en 2005). En commençant ce nouveau film, *Au*

*tribunal de l'enfance*, il n'a alors qu'une vision pénale du métier de juge pour enfants. En amont, c'est autre chose. L'assistance éducative des mineurs en danger est la partie civile du même boulot. Et pour rendre compte de cette besogne discrète, voire invisible, le réalisateur a suivi trois mois durant deux juges. Le premier, Jean Toulhier, conduit ses dossiers avec sérénité, sans laisser filtrer d'émotions. Ça ne rigole guère au mètre carré. Le second, Marie Receveur, auparavant avocate puis juge d'application des peines, alterne entre tact, sévérité, coups de gueule et sourires. Deux méthodes pour le bien d'autrui, réprimant sans condamner. Sans la robe noire et dans l'intimité d'un cabinet. Dans un cadre qui se fait baromètre et sismographe des désordres. Là où les mômes déboulent avec, le plus souvent, des histoires et des trajectoires douloureuses. C'est ici tout un pan de la société en souffrance que la sphère privée des foyers rend habituellement inaccessible.

À l'écran, sans contrechamp, au fil des audiences et des entretiens, se succèdent du cas par cas, le tout-venant quotidien : l'évocation d'agressions sexuelles, de menaces de suicide, les dysfonctionnements familiaux, les éclatements de couple, les solitudes, le point de vue d'un psychiatre. Des thèmes à la fois universels et intimes. Une affaire de dimension humaine.

JEAN-CLAUDE RENARD

Au tribunal de l'enfance, jeudi 4 décembre, vers 22 h 45, France 2 (54').



FERRANDEZ/AP

Un lieu de vie pour enfants en difficulté.

### L'assiette creuse

À la crise financière pourrait bien succéder un crash alimentaire, non moins inquiétant.

UNE RÉCENTE ÉTUDE LE MONTRE : si tous les hommes de la planète consommaient comme l'Occident, il faudrait six planètes pour satisfaire leurs besoins. En attendant, il y a pire. La dernière flambée des prix agricoles pourrait donner le ton, dans une crise alimentaire d'ampleur mondiale. Enquêtant en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, en Chine, les réalisateurs Yves Billy et Richard Prost soulignent combien les difficultés ne font que commencer. Les stocks mondiaux de céréales baissent depuis près de dix ans maintenant, et n'assurent plus à la population mondiale qu'un

grenier de vingt jours d'alimentation (contre soixante-dix jours selon le niveau officiel de sécurité). Parallèlement, ce sont 925 millions de personnes qui crèvent la dalle. Là aussi, les chiffres grossissent chaque année. Conjuguées au dérèglement climatique, les logiques économiques actuelles conduisent dans le mur. Reste une interrogation tenace : les autorités sont-elles capables d'arrêter une catastrophe annoncée ?

J.-C. R.

Vers un crash alimentaire, mardi 2 décembre, 21h, Arte (1 h 20).

## À VOS POSTES

### TÉLÉVISION

SAMEDI  
29 NOVEMBRE

#### L'homme de Saint-Rion

France 3 Bretagne, 16 h 15  
Une île au large de Paimpol, avec un seul habitant. Un Robinson d'une cinquantaine d'années cultivant des patates depuis trente ans. Aux premiers temps, ni eau courante, ni électricité, ni chauffage. Aujourd'hui, il survit grâce à sa production. Avant de devoir quitter la turne, restaurée par son propriétaire. Un portrait signé Gaëlle Douel.

#### Catherine Ringer

Arte, minuit  
En hommage à son complice disparu, Fred Chichin, l'ultime concert, à La Cigale en juillet dernier, de la tournée *Rita Mitsouko and more*.

DIMANCHE  
30 NOVEMBRE

#### Rendez-moi justice

France 3, 23 h 15  
Retour sur le procès de Didier Gentil et Richard Roman, comparaissant au tribunal de Grenoble pour le viol et l'assassinat de Céline Jourdan. Quatorze jours d'audience et la vérité au bout.

MERCREDI  
3 DÉCEMBRE

#### L'Apocalypse

Arte, 21h  
Coup d'envoi d'un long travail de réflexion mené par Jérôme Prieur et Gérard Mordillat, avec la collaboration d'une cinquantaine de chercheurs, articulé autour de cette attente de la fin des temps, réussissant à devenir la religion unique et officielle de l'Empire romain.

### RADIO

JEUDI 27 NOVEMBRE

#### Dennis Hopper

France Culture, de 22 h 15 à 23 h 30



MULLER/AP

L'itinéraire du comédien et cinéaste, d'*Easy Rider* à *l'Ami américain*, d'*Apocalypse now* à *Blue Velvet*. Une programmation qui s'inscrit dans le

cadre de la rétrospective qui lui est consacrée à la Cinémathèque de Paris, avec l'ensemble de ses films, ses photographies et sa collection de peintures.

VENDREDI 28 NOVEMBRE

#### Tchéchénie

France Inter, de 20 h à 21 h  
Portrait d'Arkadi Babtchenko, soldat russe dans l'enfer de la Tchétchénie (deuxième volet le 5 décembre).

SAMEDI 29 NOVEMBRE

#### CO<sub>2</sub> mon amour

France Inter, de 14 h à 15 h  
Au programme de Denis Cheissoux, le méthane, les enjeux de la conférence de Poznan consacrée au climat et l'association NegaWatt, avec Thierry Salomon.

DIMANCHE 30 NOVEMBRE

#### Tchatche

France Culture, de 22 h 10 à 23 h 30  
D'après un travail d'Olivia Rosenthal, le sociologue Hayati Basarlan porte un regard sur le rapport à la langue française qu'entretennent les immigrés quand ils débarquent en France. Albanais, Arabes, Roumains ou encore Chinois et Africains. Loin des origines, du verbe et du phrasé maternels, de la maîtrise des mots. Un autre monde en somme. Un sujet d'autant plus d'actualité que Brice Hortefeux veut aujourd'hui imposer aux candidats à l'immigration française de connaître « la Marseillaise ».

DU LUNDI 1ER AU VENDREDI 5 DÉCEMBRE

#### Histoire d'une découverte

France Culture, de 20 h à 20 h 30  
À l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, une série de témoignages de cinq médecins de l'Assistance publique, exerçant à Paris, impliqués dans la découverte du virus, pour éclairer autrement certains événements méconnus dans une chronologie ponctuée récemment par un prix Nobel de médecine. Avec Willy Rozenbaum, professeur de maladies infectieuses et tropicales (Saint-Louis), Jean-Claude Gluckman, spécialiste en immunologie, Françoise Brun-Vézinet, professeur de virologie (Bichat), David Klatzmann, professeur d'immunologie (Pitié-Salpêtrière) et Christine Rouzioux, professeur de virologie (Necker-Enfants malades).

MERCREDI 3 DÉCEMBRE

#### Dans la peau d'un collant

France Culture, de 22 h 15 à 23 h 30  
Sujet original s'il en est. Le collant... Un vieil ami de l'homme. Depuis le Moyen Âge et la Renaissance, il joue sous différentes formes un rôle domestique et mondain. Avec des textes lus par Bruno Podalydès.

## Un socialisme si humain

Un recueil de chroniques montre les convictions de George Orwell en faveur d'un socialisme démocratique. Et Bruce Bégout revient sur le concept de « décence ordinaire », central dans la pensée de l'écrivain anglais.

H

ormis des spécialistes, la vie intellectuelle et politique au sein de la gauche britannique durant les années 1930 et 1940 est assez peu connue en France. C'est ce que la série de chroniques – intitulée « À ma guise » – de George Orwell, publiées dans *Tribune*, un hebdomadaire engagé à la gauche du parti travailliste, permet aujourd'hui au lecteur français de découvrir, et notamment la très grande richesse des débats en son sein. Créé en 1937 par les leaders de l'aile gauche du Labour après leur rupture avec ce parti, *Tribune* publia, le 31 janvier 1947, comme chaque semaine, la chronique de George Orwell, qui célébrait le dixième anniversaire de l'hebdomadaire : « *Je pense que c'est aujourd'hui le seul hebdomadaire qui fait un réel effort pour être à la fois progressiste et humain – à savoir qu'il mêle une politique radicale socialiste au respect de la liberté de parole et à une attitude civilisée envers la littérature et les arts.* » Disposant d'un espace politique restreint, entre les communistes suivant inconditionnellement les Soviétiques et le Labour, ce courant de pensée connaît pourtant alors une grande vigueur intellectuelle, à laquelle Orwell contribue avec opiniâtreté.

À la lecture du recueil réunissant ces chroniques, publié par les éditions Agone, on ne peut qu'être surpris d'emblée par les opinions tranchées de l'auteur en ces temps de guerre, à l'heure où la censure dans d'autres pays européens (pourtant de tradition libérale) empêchait toute critique vis-à-vis de la politique menée par leurs gouvernements engagés dans le conflit mondial contre les États fascistes. Signalons tout d'abord, dans cette édition, la précieuse postface du journaliste de gauche anglais Paul Anderson, qui donne au lecteur les clés du contexte politique britannique de l'époque et explicite les prises de position d'Orwell par rapport aux divers courants d'opinions ou aux organisations politiques intervenant alors dans le débat public outre-Manche. En outre, un « *petit glossaire orwellien* » en fin de volume vient ajouter force détails sur les parcours et engagements des principales personnalités du monde intellectuel ou politique anglais.

Il est aujourd'hui assez émouvant de pouvoir lire ces quatre-vingts chroniques, donnant à voir au fil des semaines les moments de tristesse, de désespoir, de joie ou de véritable engouement de l'écrivain, qui observe avec une grande finesse les évolutions de son époque, d'abord en pleine guerre, puis au début de la guerre froide. On retrouve là



George Orwell observe avec finesse les évolutions de son époque.

toute la rigueur de l'auteur de *la Ferme des animaux* – qu'il est d'ailleurs en train d'écrire au moment de sa collaboration avec *Tribune* – et son indépendance d'esprit. Grand pourfendeur du totalitarisme soviétique, Orwell fut souvent approché par certains milieux conservateurs qui voulurent l'enrôler sous leur bannière dans leur combat idéologique contre l'URSS. Une tentative de débauchage qui perdura bien après sa disparition en 1950 ; l'écrivain Simon Leys, dans un ouvrage de référence sur Orwell, la dénonça à nouveau lorsqu'en 1984 on tenta de réduire à « *une machine de guerre anticommuniste* » l'œuvre de celui-ci (et le roman ayant pour titre le chiffre de cette année) : « *On ignore trop souvent que c'était au nom du socialisme qu'il avait mené sa lutte antitotalitaire, et que le socialisme, pour lui, n'était pas une idée abstraite, mais une cause qui mobilisait tout son être, et pour laquelle il avait d'ailleurs combattu et manqué de se faire tuer durant la guerre d'Espagne (1).* »

C'est en effet lorsqu'il combattit dans les Brigades internationales en 1936-1937 qu'il observa le cynisme des communistes aux ordres du Komintern (donc de Staline) et comprit la nature du régime soviétique, sans que pour autant, comme son ami Arthur Koestler, il ne dérivât jamais vers des positions réactionnaires. On trouve ainsi, dans le glossaire du présent recueil de chroniques, la réponse sèche qu'il fit aux dirigeants de la très anti-communiste Ligue pour la liberté de l'Europe, qui lui demandait de participer à une de ses

réunions : « *Je ne peux m'associer à une organisation essentiellement conservatrice qui prétend défendre la démocratie en Europe mais ne trouve rien à dire sur l'impérialisme britannique. [...] J'appartiens à la gauche et dois travailler en son sein, quelle que soit ma haine du totalitarisme russe.* »...

C'est donc en tant qu'écrivain déjà accompli, connu pour son engagement dans la gauche radicale non communiste, que les directeurs de *Tribune* le sollicitèrent, d'abord pour des articles avant de lui confier la direction littéraire de l'hebdomadaire. Toutefois, ses chroniques « À ma guise » sont assez difficilement rattachables à la seule rubrique littéraire, les sujets traités étant particulièrement nombreux et divers. De la vie quotidienne à Londres en temps de guerre jusqu'aux grands événements internationaux, en passant par des analyses de la situation des classes sociales en Angleterre, l'auteur se saisit parfois d'une rencontre pour développer la question d'une éventuelle réforme de la langue anglaise, ou de la découverte d'un livre ancien chez un bouquiniste pour revenir sur un pan de l'histoire de la littérature anglaise.

Ces chroniques offrent donc un portrait sensible de l'époque, où la clairvoyance de leur auteur ne cesse de surprendre, à une époque et dans des domaines où nombre de ses contemporains et d'intellectuels se fourroyaient souvent. Que ce soit l'antisémitisme (alors également répandu à gauche), le racisme vis-à-vis des Noirs ou des Asiatiques, ou l'impérialisme britannique (« *responsable*



## Redécouvrir Maxime Rodinson

Jeune docteur en sciences politiques, Sébastien Boussois a eu la riche idée de faire revivre cet intellectuel du XX<sup>e</sup> siècle, humaniste et engagé.

d'une quantité de crimes»), Orwell ne transige pas avec les principes du socialisme démocratique et profondément humain qui était le sien (et celui du journal), et d'aucuns diront qu'il est même devenu un parfait représentant de cette «gauche Tribune» comme il la qualifiait lui-même...

C'est sur le caractère humain de son socialisme, qui transparait autant dans ses chroniques que dans ses romans, notamment les premiers, que Bruce Bégout concentre, pour sa part, son attention dans un court texte plein de finesse d'analyse.

Pour l'essayiste, les « récits documentaires » d'Orwell « décrivent, dans un style direct et sans fioritures sa rencontre avec des gens de peu » et, dépeignant avec exactitude les situations sociales « sous la forme novatrice d'une enquête littéraire », voient « dans le monde ordinaire un pôle de résistance » contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour Bégout, « l'ordinaire », les modes de vie traditionnels du peuple occupent bien une place « centrale » dans l'œuvre de l'écrivain, dont « chaque ligne peut être lue comme une apologie des gens ordinaires », à une époque où quasiment aucun homme de lettres ne se préoccupait de tels sujets. Orwell déplorait d'ailleurs que « le prolétariat urbain ordinaire [ait] toujours été ignoré des romanciers ». Or, lors de ses séjours parmi les indigents des capitales française et anglaise (*Dans la dèche à Paris et à Londres*) ou dans les cités ouvrières du nord de l'Angleterre (*le Quai de Wigan*), Orwell découvrit non sans émotion cette *common decency* (ou « *décence ordinaire* ») des gens du peuple, c'est-à-dire, comme le résume Bruce Bégout, « un sens viscéral de l'égalité, de la simplicité, de la solidarité », qui fait contraste avec « l'indécence extraordinaire des dominants ».

À partir d'une analyse serrée des romans d'Orwell, l'essayiste montre donc l'importance de ce concept de « *décence ordinaire* » dans l'appréhension du monde par Orwell. Un concept que l'on ressent à la lecture des chroniques « À ma guise », en particulier celles traitant des aspects parfois les plus simples de la vie quotidienne. Cette caractéristique de l'homme « ordinaire », « archétype de tous les hommes » selon Bégout, donne ainsi sens et humanité au socialisme d'Orwell car c'est bien au cœur de la vie ordinaire que se trouvent « des qualités morales sur lesquelles peut s'élever une société juste »...

OLIVIER DOUBRE

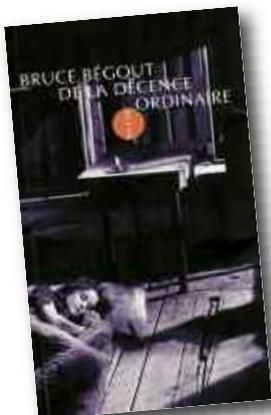
(1) *Orwell ou l'horreur de la politique*, Simon Leys, Hermann, 1984.

À ma guise. *Chroniques 1943-1947*, George Orwell, traduit de l'anglais par Frédéric Cotton et Bernard Hoepffner, préface de Jean-Jacques Rosat, postface de Paul Anderson, Agone, « Banc d'essais », 528 p., 26 euros.

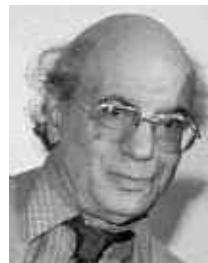
De la *décence ordinaire*. *Court essai sur une idée fondamentale de la pensée politique de George Orwell*, Bruce Bégout, Allia, 128 p., 6,10 euros.

N. B. : Flammarion vient également de republier l'excellente biographie de Bernard Crick, *George Orwell* (720 p., 26 euros).

**Les « récits documentaires » d'Orwell « décrivent, dans un style direct et sans fioritures sa rencontre avec des gens de peu » et voient « dans le monde ordinaire un pôle de résistance » contre l'exploitation de l'homme par l'homme.**



VOICI UN PETIT LIVRE aux multiples entrées. Son auteur, Sébastien Boussois, a choisi d'évoquer la personnalité de Maxime Rodinson en recueillant les témoignages de ceux qui l'ont bien connu, en relatant sa vie d'intellectuel et de militant, et en publiant quelques inédits de cet insatiable chercheur. Tour à tour, Alain Gresh, Samir Amin, Farouk Mardam-Bey, Mohamed Harbi, pour n'en citer que quelques-uns, disent leur admiration, toujours teintée d'affection, pour le linguiste, l'anthropologue, l'orientaliste – au bon sens du mot –, mais aussi, indissociablement, pour l'homme engagé et le militant.



clopédique aurait pu le destiner. Mais, pour beaucoup d'entre nous, Maxime Rodinson n'est pas seulement resté comme l'auteur d'un *Mahomet* indépassable, il est l'homme qui a osé dire et écrire, dans un numéro fameux des *Temps modernes*, en mai 1967, à la veille de la guerre des Six-Jours, qu'Israël était un fait colonial. Au cœur de la pire période de propagande pro-Israélienne, cela a valu à cet intellectuel juif haines et ressentiments tenaces.

Pourtant, Rodinson était bien au-dessus de tout esprit de provocation. Ses mots, savamment pesés, étaient ceux d'un humaniste qui savait braver les rapports de force et rester étranger aux pressions de son époque. C'est cette force de conviction, appuyée sur le travail et le savoir, qui font toujours de lui, au-delà de la mort, une référence morale.

DENIS SIEFFERT

Maxime Rodinson, *Un intellectuel du XX<sup>e</sup> siècle*, Sébastien Boussois, Riveneuve éditions, 185 p., 15 euros.

**CLUB DU LIVRE LIBERTAIRE**  
La bibliodiversité des éditeurs libertaires

**Face aux Ouvrages Génétiquement Modifiés**  
des éditions de Taux de Profit, vingt-huit éditeurs alternatifs proposent un nouvel espace de liberté en un catalogue unique.

**Quatre cents titres à prix réduits**  
**LIVRES, CDs et DVDs** (guides alternatifs, biographies, éducation, anticipation sociale, essais, débats, romans sociaux, économie, religion, philosophie, syndicalisme, socialismes, histoire, arts, albums jeunesse, poésie, théâtre, musiques, etc.)

**Comment adhérer ?**  
Une cotisation de **15€ pour douze mois consécutifs**, et c'est tout ! On reçoit sa carte, un catalogue semestriel (grand format, 40 pages avec photos des livres), on bénéficie des remises réservées aux adhérents, et c'est parti !  
**Sans obligation d'achat, ni envoi d'office !**

**Offre de bienvenue**  
Pour toute nouvelle adhésion accompagnée de cet encart et du chèque de 15€, le Club offre un ouvrage de la magnifique collection d'art illustrée *Paroles* (64 pp. couleurs, valeur 13€).

**DEMANDEZ AUSSI LE CATALOGUE GRATUIT !**  
**Contact : C.L.L. - Les Ginestes - 81350 CRESPIN**

## Craquements en chaîne chez Velib'

Les employés de Cyclocity, filiale du groupe Decaux qui gère les parcs de vélos municipaux à Paris et dans d'autres villes, ont fait grève durant deux jours pour leurs salaires et leurs conditions de travail.

N

antes, Paris, Rouen, Amiens, Mulhouse, Besançon, Lyon, Marseille, Toulouse : ce ne sont pas là les villes-étapes du prochain Tour de France mais quelques-unes des localités dont les bicyclettes en libre-service sont gérées par Cyclocity, jeune filiale du groupe d'affichage publicitaire JCDecaux. Une maison où tout ne tourne pas rond, loin s'en faut : salaires chiches et conditions de travail indignes sont le lot des techniciens et agents qui assurent la maintenance du parc de vélos mis à disposition des usagers. À l'initiative de Solidaires (70 adhérents dans l'entreprise), une partie des 270 salariés parisiens de Cyclocity ont débrayé les vendredis 7 et 14 novembre dernier, avant d'obtenir, aux forceps, un premier round de négociations, les 21 et 28 novembre. En attendant les éventuels résultats de ces discussions, petit panorama des dysfonctionnements constatés par des salariés à Paris, temple du célèbre Vélip', lancé en juillet 2007.

Meïssa Fall, 22 ans, est agent de maintenance. Embauché peu avant le lancement de Vélip' comme intérimaire « avec que des Noirs et des Arabes », il fait le « sale boulot », soit brancher les câbles, connecter les stations au système central, le nez dans « la pisse ». Le paiement des heures supplémentaires doit être réclamé. Nombreux sont ceux qui partent, « dégoûtés » ou licenciés, avant de toucher leur dû : « Sur les 300 qui étaient là au lancement de la boîte, il n'en reste que 30 %. Certains ont été licenciés sans motifs valables ». En guise de cadeau d'adieu, Thierry Raulin, le directeur des ressources humaines (DRH) de Decaux, ira jusqu'à charger ses propres troupes, en déclarant dans le journal gratuit *20 Minutes* du 25 avril 2008 avoir recruté « majoritairement des gens sans qualification, parfois issus de banlieues difficiles, qui sortaient d'une longue période sans emploi et pour qui ce n'était pas toujours facile de s'adapter ».

En septembre 2007, Meïssa passe en CDI et commence à pointer les divers problèmes qui minent la société. On cherche à le débarquer, sans succès. Il rejoint Solidaires en avril 2008. Depuis le lancement du service, Meïssa répare les vélos défectueux dans les stations, à raison d'un mi-temps de 20 heures par semaine, pour 600 euros net, hors prime repas. Après avoir été pris « pour un rigolo, au début, comme

les autres », selon un ex-collègue, cet étudiant en droit des affaires donne bien du fil à retordre à Decaux, qui gère le conflit en direct pour sa filiale, forte de plus de 500 salariés dans toute la France. « On ne m'aime pas beaucoup chez Decaux », résume-t-il dans un doux euphémisme.

Nouvellement élu délégué syndical et délégué du personnel, également secrétaire du comité d'entreprise, Meïssa raconte une journée type d'agent de maintenance chez Cyclocity : « Je commence à 7 heures du matin. J'enfile ma tenue et prends ma caisse à outils. Dans les vestiaires, pas de douches, pas de lavabos, pas de sièges. Le patron nous oblige à ranger nos outils (caisse, pompe à pied, casque...) dans le vestiaire. Tout cela est illégal. Ensuite, je pars en Vélip' pour ma tournée. Nous devrions disposer de vélos électriques, mais ce n'est pas le cas. Un Vélip' pèse 23 kg, auxquels il faut ajouter la caisse à outils de 20 à 30 kg, dans un sac à dos ou dans le panier des Vélip', qui n'est pas fait pour ça et finit par casser. Souvent, je suis pendant cinq heures dans le froid, entre les voitures, les bus qui nous frôlent quand nous réparons aux stations. S'il

pleut, je suis totalement trempé, et s'il a plu la veille, la tenue de travail n'a pas eu le temps de sécher. On a rarement le temps de manger à midi. Les agents à temps plein subissent ces conditions pendant sept heures. Chaque agent a un quartier attribué – moi c'est dans le IX<sup>e</sup> arrondissement –, avec la liste des réparations à faire repérées la veille sur des vélos défectueux. Mais très souvent on découvre des pannes non répertoriées, cela représente même deux tiers des cas. Du coup, on ne peut pas prévoir correctement le matériel nécessaire, et cela pose problème dans l'évaluation du travail de chaque agent. Il y a trop d'imprévu, et la direction met la pression. Il n'y a que douze personnes dans Paris chargées de repérer les pannes, c'est beaucoup trop peu. Pour réparer, ce sont 120 personnes qui interviennent chaque jour à Paris ; là aussi c'est très peu, il faudrait 30 à 40 % d'agents en plus. »

Jean-Christophe Sartori, ex-responsable de secteur, licencié pour manquements professionnels car pas assez retors avec ses subalternes, confirme le témoignage du nouveau délégué du personnel. « Je devais faire du flitage, surveiller les agents pour voir s'ils n'étaient



Pour réparer les Vélip' en panne, 120 personnes interviennent chaque jour. Il en faudrait 30 à 40 % de plus.

### Les principales revendications de Solidaires Cyclocity

**Salaires :** augmentation de 300 euros net, paiement double des dimanches et jours fériés, heures de nuit payées à 125% et avec des repos compensateurs, limitation à 10% du nombre d'heures supplémentaire et commande par écrit de ces heures.

**Conditions de travail :** deux repos consécutifs dont deux week-ends par mois, mise en place de vélos électriques, création de sacoches sur les vélos pour la caisse à outils, vêtements de travail dès l'embauche.

*pas au café, se souvient-il. Chez Cyclocity, c'est vraiment le projet qui m'intéressait. J'ai vite déchanté et constaté que le Vélip' était juste un outil pour décrocher le marché des panneaux publicitaires. On a mis des moyens largement insuffisants. J'envoyais des gars travailler sans casque, sans gilet, avec trop peu d'outils. » Ces mêmes salariés recrutés en banlieue, dont Jean-Christophe se souvient « très bien » : « La plupart étaient supermotivés. En revanche, ils ont dû attendre de longues semaines avant d'être formés. Ils ont longtemps réparé les vélos sans aucune formation. » Certains salariés ont travaillé trente jours d'affilée, « l'un d'eux a même enchaîné six semaines sans repos, un record ». Quant aux petits nouveaux embauchés en milieu de mois, « ils n'étaient payés qu'en fin de mois suivant ». Jean-Christophe Sartori a entamé une procédure aux prud'hommes. « C'est une société où il ne faut pas faire de vagues. Tous ceux qui pointent les problèmes sont menacés ou se font éjecter. »*

Face à ces critiques, il faut laisser du temps au temps, plaide en substance Thierry Raulin : « Quelle société qui a un an d'existence [NDLR : plus d'un an et demi en réalité] peut dire que tout est parfait ? 2008 n'a pas été une année blanche sur le plan social. En outre, les instances représentatives du personnel viennent seulement d'être désignées. La direction s'engage désormais à instaurer le dialogue social avec les délégués syndicaux, à mettre en place un calendrier et à travailler. » La faiblesse des salaires – 940 à 1 050 euros net pour un temps plein – est réfutée avec force : « Avec la prime de métier trimestrielle, l'intéressement collectif lié aux objectifs, les indemnités repas, on est bien au-delà des minima. » Les pressions exercées sur les agitateurs ? « Je n'en ai pas connaissance », affirme Thierry Raulin, avant de prôner le « respect du dialogue social. » Thibault Prenez, un agent de régulation licencié en novembre 2007 pour « [son] engagement syndical », actuellement en lutte pour sa réintégration, préfère jouer la prudence : « On reste sur nos gardes. Ils ont déjà promis beaucoup de choses. »

XAVIER FRISON

http://solidaires-cyclocity.over-blog.com

### PRÉCARITÉ Sauver Actuchômage

Le site Actuchômage.org a besoin d'argent. L'association Apnée, éditrice du site, est confrontée « à d'énormes difficultés » qui la contraindront à « stopper ses activités en 2009 » si la barre n'est pas redressée rapidement. Appelant à un véritable « élan de solidarité », les responsables de ce portail dédié à l'information et au soutien des chômeurs, doivent réunir 15 000 euros avant le 8 décembre. Dons à adresser par chèque à Apnée, 25, av. Villemain, 75014 Paris, ou par paiement en ligne : [www.actuchomage.org](http://www.actuchomage.org). Pour adhérer à l'association : [contact@actuchomage.org](mailto:contact@actuchomage.org).

### PRISON Permettre le parrainage



Ban public propose à chacun de parrainer une personne incarcérée pour l'aider, « non pas financièrement, mais en s'impliquant auprès d'elle ». Soutien à la formation et aux études, à la famille, échanges (visites, courrier), aide à la recherche d'emploi ou de logement, tout compte pour faciliter la vie en prison et préparer la sortie. Mais un tel parrainage est aujourd'hui impossible sans une réforme dans le cadre de la future loi pénitentiaire. Ban public compte bien faire pression sur le gouvernement en s'appuyant sur les demandes qui pourront être remplies sur le site Internet de l'opération. [www.prison.eu.org](http://www.prison.eu.org)



### GUERRE EN RDC Espace de parole

Médecins sans frontières (MSF) vient de lancer etat-critique.fr, un site Internet dédié à la vie de la population du Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo, « qui vit [...] une guerre qui n'en finit pas. » Avec ce site, une première dans l'histoire de MSF, l'ONG a souhaité donner la parole aux habitants du Kivu. Des hommes, des femmes et des enfants y racontent leur quotidien dans la guerre, où « toute vie normale est impossible ». L'histoire de ces déplacés compose un documentaire réalisé avec des photos en noir et blanc de Cédric Gerbehay, en alternance avec des vidéos. Des blogs, des reportages et des témoignages écrits, ainsi que d'autres images de photographes renommés alimenteront le site pendant un an. [www.etat-critique.fr](http://www.etat-critique.fr)

### MÉDIAS Nouvelles critiques

L'association Action-critique-médias (Acrimed) inaugure une nouvelle version de son site web. Au moment où le gouvernement « menace d'asphyxie les médias associatifs, notre site rappelle - avec tant d'autres - que des médias indépendants [...] sont une garantie effective de pluralisme et de diversité », estime l'association. Le site d'Acrimed reste gratuit, indépendant, sans publicité et sans autres financeurs que les adhérents de l'association. [www.acrimed.org](http://www.acrimed.org)

## Rêver est-il un crime ?

À la suite des arrestations et inculpations des « neuf de Tarnac », un collectif de soutien s'est formé. Sur ces neuf personnes accusées d'« association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste » après la destruction de caténaires de la SNCF, cinq à ce jour sont incarcérées, et leurs parents et proches, comme ceux des autres membres de la communauté de Tarnac, ont eu droit à des perquisitions en règle. Sur le site soutien11novembre.org, le collectif dénonce le recours au dispositif antiterroriste. Rappelons que celui-ci a été facilité par une récente circulaire de la garde des Sceaux, prescrivant de déferer automatiquement certains dossiers ayant pour charges des destructions de biens publics ou privés, même minimales (comme les graffitis), devant des juges antiterroristes (voir « Quand vient l'heure de l'hallali » sur [www.pour-politis.org](http://www.pour-politis.org)). Le collectif lance également un appel à soutien financier pour la défense des inculpés.

En parallèle, s'est créé un « blog de l'ultra-gauche ». On y trouve une pétition lancée ce dimanche par Éric Hazan, éditeur du livre *L'Insurrection à venir* (La Fabrique), signé du fameux « Collectif invisible » et trouvé à Tarnac. Pour l'éditeur, « une fois établie l'inconsistance de l'accusation de sabotage [...], l'affaire a pris un tour clairement politique ». Dans *Libération*, le 19 novembre, le philosophe Giorgio Agamben revient sur les pseudo-preuves inquiétantes avancées par la ministre de l'Intérieur : « des discours très radicaux », « des liens avec des groupes étrangers » ou la participation des suspects « de façon régulière à des manifestations politiques » comme... « les cortèges contre le fichier Edvige ». Ciel ! Ce serait donc ça, la terrible « mouvance anarcho-autonome », l'ultra-gauche susceptible de porter atteinte à la sûreté de l'État ? Des militants nourris de lectures subversives et de pamphlets contestataires ? Des désobéissants rétifs à l'ordre qui rêvent d'insurrection ? Des propagateurs de cet esprit de Mai 68 que Nicolas Sarkozy a promis de liquider ?

Mais, au fait, est-ce qu'étudier les insurrections passées, rêver d'un autre monde, c'est passer à l'acte ? Est-on, comme commencent à le dire magistrats et intellectuels, dans le délit d'intention ou dans le délit d'opinion politique ? N'a-t-on plus le droit, comme le suggérait Hakim Bey, de « grimper au mât pour sortir par le trou du toit (1) » ? Il devient urgent de se poser la question.

(1) Dans son essai *Temporary Autonomous Zone* (éditions de l'Éclat). Cf. [www.lyber-eclat.net/lyber/taz.htm](http://www.lyber-eclat.net/lyber/taz.htm).

[www.soutien11novembre.org/](http://www.soutien11novembre.org/)  
[ultra gauche.wordpress.com/](http://ultra gauche.wordpress.com/)

## POUR POLITIS

### Du renfort pour 2009!

Nous vous l'avions annoncé au printemps dernier, ça y est : l'association a recruté une coordinatrice à tiers-temps pour son secrétariat national, afin de faire face au volume croissant de ses activités. Il s'agit de Pauline Bureau. Elle contribuera à l'animation du réseau des adhérents et des lecteurs correspondants, notamment à l'occasion d'événement où *Politis* est représenté. Elle est joignable au journal le mardi (0155 25 86 86) et par courriel (pourpolitis2@yahoo.fr).

L'année 2009 approche, et nous lançons notre appel à adhérer à « Pour Politis » ou à renouveler votre adhésion.

Deux sujets qui sont dans un rapport étroit : ce sont les cotisations des membres qui permettent de financer ce poste. Une année importante qui verra aussi le premier renouvellement de notre conseil d'administration, lors de la prochaine assemblée générale, au printemps (la date sera précisée ultérieurement). Votre cotisation 2009 vous donnera le droit de voter pour cette élection. Nous vous espérons nombreux !

PATRICK PIRO, PRÉSIDENT

#### BULLETIN D'ADHÉSION ou de RENEUVELLEMENT DE COTISATION

\* À renvoyer, bulletin et règlement de la cotisation, à :  
Pour Politis, 2, impasse Delaunay, 75011 Paris.

\* Je souhaite adhérer à l'association Pour Politis, ou renouveler ma cotisation pour l'année 2009

- Nom : ..... Prénom : .....

- Adresse : .....

- Code postal : ..... - Ville : .....

- Adresse courriel (1) : .....

- Téléphone : .....

\* montant de la cotisation 2009 : 10 euros (chèques à l'ordre de Pour Politis).

(1) Pensez à nous indiquer une adresse courriel si vous en possédez une, c'est une économie financière et de temps considérable à l'heure de communiquer avec les adhérents.

• Pour des raisons d'économie, nous n'éditions pas de « carte d'adhérent ». Le prélèvement de votre cotisation fait foi. Vous pouvez cependant obtenir confirmation de votre adhésion sur simple demande (voir nos coordonnées ci-dessus).

• Ces informations resteront confidentielles et n'auront d'autre usage que les besoins de l'association.

### La droite, la gauche et la crise

Le dossier consacré à la crise (n° 1026 de *Politis*), s'il en pointe bien les causes essentielles et dessine quelques-unes des réponses qu'il convient de lui apporter (1), me paraît en revanche pour le moins timide en ce qui concerne la dénonciation des politiques économiques qui en sont responsables, timidité qui traduit à mon sens à la fois les illusions que porte une frange du mouvement social et la tragique vacuité à laquelle est rendue la gauche aujourd'hui. On y lit en effet que des ONG « ont appelé l'Union européenne à défendre une réforme de la gouvernance mondiale ».

Plus loin, c'est un collectif qui déclare que si les gouvernements des 27 le voulaient (?), on pourrait « limiter la liberté de circulation des capitaux et interdire toute transaction financière avec les paradis fiscaux » !

Et cela à côté d'un encart d'autopromotion de *Politis* qui nous annonce qu'« on n'a pas attendu Sarkozy pour dénoncer le capitalisme » ! Eh bien, je ne pense pas que le président Sarkozy dénonce le capitalisme, pas plus que le candidat Sarkozy ne défendait les travailleurs et le pouvoir d'achat. Et je ne crois pas davantage que les gouvernements actuels de l'Union européenne « pourraient » initier une politique diamétralement opposée à celle qu'ils mènent continûment depuis trente ans et dont ils poursuivent d'ailleurs méthodiquement la mise en œuvre, notamment en France (pendant la crise financière, la libéralisation de l'économie continue !).

Je précise en effet à l'attention des naïfs que le Luxembourg est membre (fondateur) depuis 1957 de ce qui est devenu l'Union européenne. Un demi-siècle plus tard, il est temps de s'apercevoir que c'est un paradis fiscal ! Quant à la liberté de circulation des capitaux, dois-je rappeler que ce principe essentiel du néolibéralisme actuel a été constitutionnalisé par les gouvernements européens et avalisé par le Parlement français il y a à peine neuf mois ? Avez-vous entendu quiconque dénoncer récemment cette incongruité et l'indécence de certains discours de droite comme de « gauche » ? La situation actuelle, qui devrait pourtant ouvrir un boulevard à la promotion de politiques de rupture véritable en matière sociale et

environnementale, voit au contraire les responsables politiques de la déconfiture du système tenir le haut du pavé.

Cela ne serait évidemment pas possible sans la déliquescence idéologique à laquelle la gauche est parvenue et les jeux de pouvoir auxquels elle se réduit souvent aujourd'hui (et cela ne concerne pas seulement le PS...). Mais, miracle de la dialectique, cette déliquescence n'est sans doute pas sans rapport avec les politiques que cette même gauche a menées dernièrement, lorsqu'elle était au pouvoir, et qui ont contribué amplement à la déconfiture évoquée précédemment. Oui, décidément, du passé (de ce système, de cette « gauche »-là) faisons table rase !

BERTRAND EBERHARD, PARIS

(1) À cet égard, Jacques Généreux me semble avoir dit l'essentiel lors de son entretien : « Si on ne rend pas l'argent aux travailleurs et aux investisseurs qui œuvrent au sein de l'économie réelle [...], ça ne changera rien. »

### Une noble discipline

Le congrès de Reims restera [...] un échec pour le PS. Ce fut un spectacle pitoyable que de voir ces ego hypertrophiés faire passer leurs ambitions personnelles avant le débat d'idées et l'intérêt de leur parti. Celles et ceux qui prétendent incarner le PS en se présentant comme le meilleur candidat ou la meilleure candidate anti-Sarkozy n'ont toujours pas compris qu'il ne suffit pas de s'opposer pour exister. Critiquer systématiquement tout ce que fait ou

#### DIFFUSION EN KIOSQUE

- Pour connaître le point de vente le plus proche de votre domicile, de votre lieu de travail ou même de votre lieu de vacances ;
- Si vous souhaitez que votre marchand de journaux soit approvisionné sous huitaine ;

appelez le  
**01 42 46 02 20**

(de lundi au vendredi de 10 h à 17 h)

ou envoyez un courrier électronique à

**contact@kdresse.com**

Un site des NMPP indique également où trouver **Politis** :  
**www.trouverlapresse.com**

propose le pouvoir en place, c'est se donner le beau rôle, mais cela ne fait pas illusion longtemps. La démocratie n'a que faire de ces basses stratégies, de ces formules assassines, de ces sourires de façade qui se figent en rictus à l'évocation des ennemis du parti d'en face ou de son propre parti. Faire des propositions concrètes et innovantes, mettre au point un programme à la fois réaliste et ambitieux, imaginer et développer des solutions qui marchent, voilà ce que nous attendons d'une opposition constructive. La politique, la vraie, est une noble discipline.

MAXIME DAUBENTON, CAMBRAI (59)

## Réforme, vous avez dit réforme ?

La révision générale des politiques publiques (RGPP), ou de l'art encore une fois de gaspiller joyeusement l'argent public pour faire des économies ! [...] Décidément, l'argent ne manque pas, contrairement à ce qui nous est asséné à longueur de discours sarkozystes puisque, dans le cadre de la réforme du dédouanement engagée au niveau du ministère du Budget, on assiste à d'étonnantes « solutions » économiques. Par exemple, on va fermer un centre douanier avec des locaux rénovés il y a peu au niveau des structures (peinture, moquette, mobilier, climatisation, câblage informatique – pour quel montant au total ?), installé dans une zone industrielle et portuaire flambant neuve (visitée par notre cher Président peu de temps avant son élection), et où l'État, la région et la Communauté européenne ont investi quelques petits euros pour faire du port un outil performant inauguré en grande pompe le 18 septembre. Sera conservé, ailleurs, un bâtiment exigu, mal adapté, situé à côté d'un hypermarché dans une zone commerciale et hôtelière, sans accès ferroviaire ou fluvial, et que certains intérêts financiers aimeraient bien voir disparaître vu son positionnement fort intéressant pour leurs affaires. Centre qui, de plus, voit certains de ses plus gros « clients » en instance de départ pour cause de délocalisation ou de fermeture... En revanche, on conservera le « chef », puisqu'il est installé dans la ville où siège la préfecture, et qu'il faut bien assurer la représentation

## Pensez-y !

Abonnement web  
à partir de 8 € par mois  
[www.politis.fr](http://www.politis.fr)

Paiement sécurisé \* voir conditions

auprès des autorités, et puis les chefs, on n'y touche pas. Tant pis s'ils n'ont rien à commander, si ce n'est le fameux centre maintenu, installé à 70 km de sa base, et un autre, à 180 km. [...]

Entre les économies voulues par l'État (qu'on ne contestera pas) et les soucis écologiques affichés, on peut se poser des questions sur les choix économiques et la préférence donnée à un lieu « tout camion » et à l'avenir incertain, par rapport à un emplacement quasi neuf avec des embranchements ferroviaires, une ouverture fluviale et des infrastructures multiples et opérationnelles, inauguré il y a à peine trois mois.

Rationalisation et économie, nous dit-on. Bizarre ! [...]

Il pourrait être édifiant d'étudier le schéma de l'aménagement douanier prévu pour les années qui viennent. Entre le « tout est permis » et le « on contrôlera après », combien de problèmes comme ceux rencontrés avec les produits chinois ou d'ailleurs auront vu le jour ? [...]

Pas grave si des gosses sont intoxiqués par des petites voitures aux peintures contenant un taux de plomb trop élevé, des peluches et des jouets non conformes et dangereux. On régularisera après, quand il y aura eu assez d'accidents.

De toute façon, les responsables seront toujours ceux de la base qui ont laissé entrer ces marchandises sans les contrôler, et non pas ceux qui les ont empêchés de faire leur travail et qui, eux, couleront des jours heureux au sein d'une direction où l'on comptera bientôt plus de petits chefs que de personnes pour faire le travail de terrain. [...]

La douane moderne de demain ou « l'armée mexicaine » : vingt personnes pour en commander dix, pour en commander une qui fait, ou plutôt essaiera de faire son travail.

J.-G. BOURGUIGNON

## Le système carcéral en France

Le livre de la curiosité du lecteur tout ce que j'ai compris de la conférence de Gabriel Mouesca à la fête du Kiosque le 8 novembre

dernier. Mouesca est président de la section française de l'Observatoire international des prisons (OIP). Un personnage singulier qui force l'admiration, un parcours d'exception qui nous place devant l'évidence que les alternatives sont des défis politiques pour changer la vie. [...]

S'il y a une chose sur laquelle le temps se garde d'influer, c'est bien l'univers carcéral, et cela tant sur la forme que sur le fond. En prison, dès que la première porte se referme sur le condamné, celui-ci se retrouve dans la gestion d'un autre temps, celui de son horloge interne, celui qui se compte à rebours et qui monnaie sa peine. Immuable depuis des temps « immémoriaux », la prison pérennise un attachement légendaire à la punition au-delà de la peine jugée, et c'est l'accumulation d'humiliations qui procède inexorablement à la déshumanisation du condamné, sa déconstruction, dans un univers de « non-droit contractuel ».

« Moderniser » les prisons [...] est une urgence qui devrait entraîner de grands débats de société.

J'entends démocrates et citoyens. L'absence de débat philosophique sur la peine de prison et son opportunité dans le monde de demain nous renseigne sur le désintéressement à la fois de l'État et de la société civile. La vétusté matérielle comme psychologique du système carcéral ne reflète-t-elle pas d'autres vétustés de l'État de droit ? [...]

Même les prisons « modèles », les dernières construites, ont l'odeur de Bastille. Les suicides y sont exponentiels, comme dans l'ensemble des autres établissements de France. Gabriel Mouesca a recentré le débat sur la problématique de la surpopulation dans les établissements pénitenciers. Pour résoudre ce problème, il faudrait commencer par faire sortir tous ceux qui non rien à y faire. La grande majorité des incarcérés sont issus de familles où la pauvreté s'est invitée un jour sans coup férir, tout au long des deux dernières décennies. La France détient le triste palmarès de plusieurs autres records qui sont autant d'atteintes portées aux droits de l'homme. L'État a promis de construire, d'ici à 2012, 13 000 places supplémentaires ; or il se désengage de ses responsabilités, pour céder toujours plus de profit au privé. Pourquoi pas céder la Justice, déjà fragilisée dans son indépendance ? [...]

LUIS LERA

**Gallician (30)** : le 30 novembre, à 10h, Attac-Pays d'Arles organise sa 6<sup>e</sup> Alterrandonnée en Camargue gardoise. RDV place Lamartine à Arles pour des départs en covoiturage, ou à 10h45 sur le parking de la Halte nautique de Gallician.  
[www.local.attac.org/13/arles](http://www.local.attac.org/13/arles)

**Avignon (84)** : le 27 novembre, à 19 h, Denis Sieffert sera présent à la réunion autour de l'Appel de *Politis*. Médiathèque Jean-Louis-Barrault. Contact : enzogiornale@gmail.com

**Paris XVI<sup>e</sup>** : les 27 et 28 novembre, à 11h, l'association Choisir la cause des femmes vous invite à son colloque sur le thème « Le meilleur de l'Europe pour les femmes ». Centre des conférences internationales, 19, av. Kléber.  
[www.choisirlacausedesfemmes.org](http://www.choisirlacausedesfemmes.org)

**Paris V<sup>e</sup>** : le 27 novembre, à 19h, la librairie Ishtar organise un cycle de conférences sur le Pakistan, avec Pierre Lafrance, ancien ambassadeur de France au Pakistan.  
[www.association-ishtar.com](http://www.association-ishtar.com)

**Paris XVII<sup>e</sup>** : le 28 novembre, à 20h, le collectif Libre accès organise une soirée-débat autour du film *Good Copy, Bad Copy*, qui expose le climat actuel du droit d'auteur dans le monde.  
[kafui@macaq.org](mailto:kafui@macaq.org)

**Nanterre (92)** : le 29 novembre, de 10h à 17h30, Attac 92 vous invite à une rencontre sur le thème « Les médias de masse : cibles et acteurs de la mondialisation libérale ». Salle municipale des provinces françaises, 1, allée de Normandie.  
[www.local.attac.org/attac92](http://www.local.attac.org/attac92), [attacruel@yahoo.fr](mailto:attacruel@yahoo.fr)

**Nancy (54)** : le 30 novembre à 15h, le Réseau éducation sans frontières (RESF) 54 organise une manifestation sur le mode « Cercle de silence ». Place Stanislas. [mp.lambert70@wanadoo.fr](mailto:mp.lambert70@wanadoo.fr).  
[www.educationsansfrontieres.org/?rubrique94](http://www.educationsansfrontieres.org/?rubrique94)

**Paris XI<sup>e</sup>** : le 1<sup>er</sup> décembre, à 18h30, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le sida, Act Up-Paris organise une manifestation place de la Bastille pour dire « Non à la pénalisation de la transmission du VIH ». [www.actupparis.org](http://www.actupparis.org), 01 48 06 13 89.

**Chavigny (54)** : le 2 décembre, à 20h30, le Forum pour la réflexion, l'écoute, le débat, l'égalité, les rencontres et les initiatives citoyennes anime un « forum ciné-débat » autour du film *J'ai (très) mal au travail*. Salle du Pressoir, 06 15 43 61 39.

[www.politis.fr](http://www.politis.fr)

Consultez l'agenda militant mis à jour régulièrement.

# Le bloc-notes

BERNARD LANGLOIS



## DE L'ULTRA-GAUCHE

« – Dis-moi, p'pa, c'est quoi l'ultra-gauche ?  
– Demande donc à ta mère !  
– Mam, l'ultra-gauche, c'est quoi, dis ?  
– Des gens dangereux, petit électeur, des terroristes qu'il convient de mettre hors d'état de nuire avant de les laisser devenir vraiment nuisibles. Tu vas au ciné, des fois ? Va donc voir ces films récents : Mesrine, ou la Bande à Baader, c'est du même tonneau, l'ultra-gauche. Du gibier de potence qui ne mérite ni égard ni sollicitude. Et qu'ils s'estiment heureux de vivre dans un État de droit où ils disposent des garanties d'une justice, un brin laxiste à mon goût, mais bon ! Je suis une femme d'ordre, et pas celui des avocats... »

C'est vrai qu'on ne devient pas ministre de l'Intérieur après l'avoir été de la Défense sans quelques dispositions...

À cette définition de Mme Alliot-Marie – à quelque chose près, on caricature à peine (1) –, on peut préférer celle qui suit : « L'ultra-gauche fait référence à une vision "ouvriériste" de la politique et de l'engagement. Si son vocabulaire et ses références critiques sont clairs, son projet de société ne l'est pas et sa base (tant matérielle que métaphysique) non plus. Quand la gauche représentait la monarchie constitutionnelle, l'"ultra-gauche" était jacobine. Quand la gauche défendait le suffrage censitaire, l'"ultra-gauche" prônait le suffrage universel. Quand la gauche s'abouchait avec Keynes, l'"ultra-gauche" rêvait d'auto-gestion... »

Je la trouve plus aimable, cette définition, qui, en fait, décrit l'utopie, l'idéal, et se rapporte à cette minorité éternelle, cette marge (ces « marginaux ») qui seule fait bouger les lignes de nos sociétés ankylosées dans leur conformisme raisonnable.

Nous avons besoin des marges pour évoluer, quand bien même elles nous dérangent ; de ces gens dont on dit (après coup...) : « Ils ne savaient pas que c'était impossible, ils l'ont fait (2). »

## L'IRE DES CHÊNAIES

C'est dans le petit hebdo de Longo maï (finement intitulé *L'Ire des chênaies*, sous-titre : *radio Zinzine info*) que j'ai trouvé cette réflexion sur l'ultra-gauche à propos de cette ténébreuse affaire de Tarnac. Ténébreuse et scandaleuse, puisque le vide du dossier des prétendus terroristes embastillés après une descente de police à grand spectacle, traumatisante pour tous ceux qui l'ont vécue, paraît bien signer l'opération de diversion (quand le pays s'enfonce dans la crise, focaliser l'attention sur des questions d'ordre public relève sans doute de l'art de gouverner...) et surtout d'intimidation à l'adresse de tous ceux qui contestent l'ordre établi, fût-ce pacifiquement, fût-ce intellectuellement. Le philosophe italien Giorgio Agamben n'hésite pas à écrire : « Il faut avoir le courage de dire avec clarté qu'aujourd'hui, dans de nombreux pays européens (en particulier en

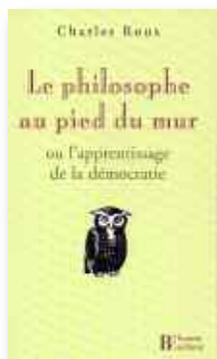
France et en Italie), on a introduit des lois et des mesures de police qu'on aurait autrefois jugées barbares et antidémocratiques et qui n'ont rien à envier à celles qui étaient en vigueur en Italie pendant le fascisme (3). » En sommes-nous déjà là ? À l'heure où je pianote ce bloc-notes, j'apprends la lourde condamnation pénale de l'association Droit au logement pour encombrement de la voie publique ! À quand la destruction des stocks des Restos du cœur et l'arrestation de leurs responsables pour concurrence déloyale au commerce alimentaire ?

Il devient urgent de mobiliser pour la défense des libertés élémentaires, à commencer par celles de vivre hors des sentiers battus (4).

## VIVRE AUTREMENT

Car ce n'est pas par hasard que je rapproche, dans cette chronique, le petit groupe communautaire de la ferme du Goutailoux (Corrèze) de la belle et grande communauté de Longo maï (Alpes-de-Haute-Provence, et bien d'autres endroits aujourd'hui, partout en Europe et dans le monde), qui fait un peu figure d'ancêtre et d'exemple.

Eux aussi, les fondateurs (Français, Suisses, Autrichiens, Allemands...) étaient des jeunes gens politisés, en révolte contre la société des années 1960 et en recherche de nouvelles formes de vie et de lutte quand ils ont installé, en 1973, leur « village pionnier » sur des terres en friches proches de Forcalquier ; eux aussi ont trouvé sur leur chemin (outre ce révolté quasi-professionnel, insoumis de la guerre d'Algérie, Rémi, leur aîné et leur guide, originaire de Provence, mort en 1993) des hommes ouverts et accueillants qui les ont aidés dans leurs débuts et toujours accompagnés ensuite (comme Pierre Pellegrin, un paysan proche de Giono, qui vient tout juste de mourir aussi) ; eux aussi avaient en tête de « vivre autrement », hors des rapports marchands, sans pour cela rester à se regarder le nombril, sans cesser de s'intéresser au vaste monde et d'y intervenir ; eux aussi eurent à faire face aux provocations de l'extrême droite, aux accusations sans fondement (une secte, prétendit-on) et à la paranoïa policière (le ministre de l'Intérieur de l'époque, un certain Marcellin de triste mémoire, tenta en vain de les détruire) : ils sont toujours là, debout, actifs, créatifs, et font honneur au nom qu'ils se sont choisis : Longo maï, en provençal, veut dire « que ça dure longtemps ». Et je vous renvoie à leurs nombreuses publications, brochures, journaux, à leurs émissions de radio Zinzine et au petit livre de l'une d'eux, Beatriz Graf, alias Trixie, Brésilienne d'origine qui participe à l'aventure depuis le début (elle est aujourd'hui une grand-mère épanouie, ça ne nous rajeunit pas, trois



CERLES/AFP



sommes contestent les savants, au nom des périls que courent la planète et l'espèce. L'auteur, plus fin qu'un vulgaire scientifique, ne nie pas les problèmes et les risques énoncés par les « ça-va-pétistes » (je me sens visé...) et autres décroissants ; mais il refuse de « jeter le bébé scientifique avec l'eau du bain écologique ».

C'est fort bien écrit, ce qui ne gêne rien (7).

B. L.

**Je ne sais pas encore qui sera capitaine de cette nef des fous. La reine des moules-frites ou la princesse du chabichou ? Perso, ça m'est égal.**

(1) « L'anticipation est essentielle dans la lutte contre le crime en général et le terrorisme en particulier. Elle est la meilleure des protections », Michèle Alliot-Marie, *Le Figaro* du 1<sup>er</sup> février 2008. Comme dirait George Dubbleyou, vive la guerre préventive !

(2) Au fait, quelque lecteur peut-il m'éclairer sur l'origine de cette citation ?

(3) *Libération* du 19 novembre.

(4) Comité de soutien : [www.soutien11novembre.org](http://www.soutien11novembre.org)  
pétition : <http://ultragauche.wordpress.com>

(5) *Radio Zinzine Info*, 04300 Limans, [www.radiozinzine.org](http://www.radiozinzine.org), et *Longo maï, Révolte et utopie après 1968, vie et autogestion dans les coopératives européennes*, Beatriz Graf, *Thesis ars historica*, 176 p.

Écrire à : [trixiegraf@yahoo.fr](mailto:trixiegraf@yahoo.fr)

(6) Charles Roux, Bourin, 188 p., 14 euros.

(7) Étienne Klein, Flammarion, *Café Voltaire*, 120 p., 12 euros

pol-bl-bn@orange.fr

générations déjà !) et qui en raconte la belle histoire (5).

On souhaite à ceux de Millevaches – Julien, Yldune, Matthieu, Gabrielle et les autres – la même résistance, le même rayonnement, la même longévité.

## MOULES-FRITES OU CHABICHOU ?

Quoi d'autre ? Ah oui, bien sûr, le PS. Je ne sais pas encore qui sera capitaine de cette nef des fous. La reine des moules-frites ou la princesse du chabichou ? Perso, ça m'est égal. Encore que le TSS (tout sauf Ségolène) a pris de tels accents de rage que ça me donne plutôt envie de la voir gagner. D'ailleurs, elle a gagné, même si c'est la Martine qu'on installe sur le pavois : résister à une telle mobilisation antagoniste et faire jeu égal dans un rapport arithmétique aussi défavorable sur le papier, c'est déjà une victoire qui ne sera pas sans lendemain. Sont fous, ceux du vieux parti, de ne pas s'en rendre compte et de se refuser à en tirer les conséquences... Seule certitude (outre celle, pour moi déjà actée, de la mort du Parti soi-disant socialiste) : les femmes, en politique, sont des hommes comme les autres !

## RE-MARIAGE

Épilogue dans l'affaire du mariage annulé par le tribunal de Lille le 1<sup>er</sup> avril dernier : c'était bien un gag, et la cour d'appel de

Douai a mis un terme à la plaisanterie. Mais je laisse en dire un mot à mon excellent confrère et ami Fontenelle, dont la concise vacherie m'enchanterait :

*« Je pense que tu en conviendras : c'est une merveilleuse nouvelle, en même temps qu'une victoire (évidemment) décisive sur l'obscurantisme des mahométans fanatisés, que l'annulation de l'annulation du mariage où l'époux s'enrageait du "mensonge de l'épouse sur sa virginité". On imagine (sans trop de peine) la vive joie de la jeune femme ("une étudiante de vingt ans") qui ce soir se trouve remariée à un authentique progressiste – et quant à moi je ne doute pas qu'elle rendra mille et mille grâce aux républicain(e)s de conviction qui ont œuvré à cette émouvante happy end. »*  
C'est sur son blog de Bakchich.

## MALAISES

Deux livres enfin, en deux mots, qui parlent de malaise : dans l'école, dans l'enseignement, dans notre rapport à la science : – *Le Philosophe au pied du mur (ou l'apprentissage de la démocratie)* alerte, devant la disparition programmée de l'enseignement de la philosophie, sur le double déclin du débat public et de l'esprit critique (et cela n'est pas sans rapport avec le corps de cette chronique, ni que l'auteur, après avoir enseigné dix ans la philo, se soit fait maçon : vivre autrement !). « *Renversons la tendance, suggère notre homme, et faisons de la philosophie le socle de l'enseignement.* » Tu parles, Charles (6) !

– *Galilée et les Indiens* : malaise dans la cité scientifique, voici que les pékins que nous

**OFFRE EXCLUSIVE AUX LECTEURS DE POLITIS**  
Le DVD au tarif de 18€ (au lieu de 20€, frais de port inclus)

**AVRON & EVRARD**  
*Philippe Claude*

**15 ans de cabaret**  
*Les parents vont les retrouver... Les enfants vont les découvrir !*

Présentation publique Samedi 6 décembre à 17h Théâtre du Rond-Point à Paris (35000) en présence d'Avron et Evrard

Réalisation Jean-Gabriel Carasso

Coupon à retourner à : **POLITIS**, 2 impasse Delaunay 75011 Paris accompagné d'un chèque de 18€ à l'ordre de Politis

Prénom..... Nom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....

DVD  
POLITIS

# St Nicolas Bio

**SALON**

**200 EXPOSANTS**

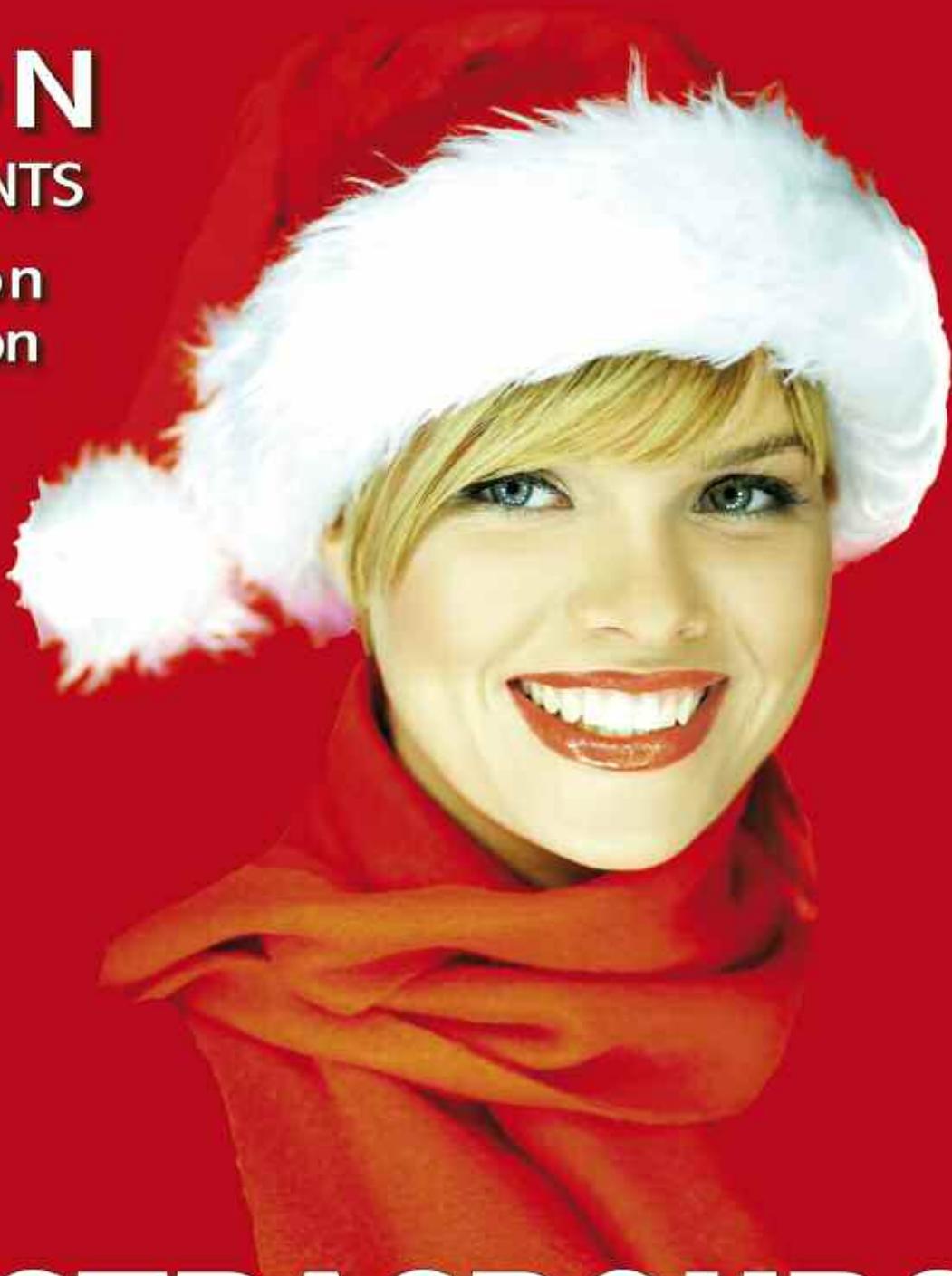
**Alimentation  
& Restauration**

**Vêtements  
Artisanat  
& Mobilier**

**Santé  
Bien-être  
& Enfants**

**Commerce  
équitable  
& Ecologie**

**Editions  
& Loisirs**



**5/8**

**DÉCEMBRE**

**2008**

**STRASBOURG**

**PARC DES EXPOS - WACKEN**

invitation gratuite sur [www.salonbioeco.com](http://www.salonbioeco.com)